

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 3524

[S - C - 2001/29547]

**8 NOVEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les règlements européens (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro et n° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro;

Vu le décret du 8 février 1999 relatif à l'euro;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle que modifiée;

Vu la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés telle que modifiée par le décret du 1^{er} octobre 1998 modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires;

Vu la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires;

Vu le décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs;

Vu le décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire;

Vu le décret du 10 mai 1984 relatif à l'intégration d'œuvres d'art dans les bâtiments publics;

Vu l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 portant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'État à Gand et à Liège;

Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, modifié par les décrets des 19 juillet 1991 et 25 juillet 1996;

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, modifié par le décret du 4 février 1997;

Vu le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Vu le décret du 10 avril 1995 fixant les mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française;

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu le décret du 26 avril 1999 organisant le Sport en Communauté française;

Vu le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;

Vu l'arrêté du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse d'infirmier ou d'infirmière;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1958 réglementant l'octroi de subventions aux musées ne relevant pas de l'État;

Vu l'arrêté royal du 5 mai 1958 instituant un jury spécial chargé de la délivrance du certificat de capacité aux fonctions de maître spécial d'éducation physique dans les écoles primaires, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 22 août 1960 relatif à l'organisation du jury central de l'enseignement normal primaire;

Vu l'arrêté royal du 19 janvier 1961 relatif à certaines conditions d'attribution et à la forme des attestations, certificats et diplômes, délivrés par les Conservatoires royaux de musique, ainsi qu'au diplôme de virtuosité;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1961 relatif à l'organisation du jury central de l'enseignement normal gardien;

Vu l'arrêté royal du 3 mars 1964 relatif aux autorisations d'organisation de concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1966 portant création d'un prix annuel de traduction, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1970 fixant les prix de location des salles de concerts du Conservatoire royal de musique de Liège et des allocations du personnel nécessaire à l'utilisation de ces salles;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques pour les professeurs de cours artistiques dans l'enseignement artistique;

Vu l'arrêté royal du 28 mai 1970 relatif à la preuve requise par l'article 15, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1963, de la connaissance suffisante de la langue de l'enseignement (région francophone);

Vu l'arrêté royal du 3 juin 1970 relatif à l'organisation du jury central de l'enseignement normal moyen;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant les prix de location des salles de concerts du Conservatoire royal de musique de Bruxelles et des allocations du personnel nécessaire à l'utilisation de ces salles;

Vu l'arrêté royal du 4 septembre 1972 déterminant, en ce qui concerne l'enseignement artistique, les conditions de la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers;

Vu l'arrêté royal du 13 mars 1974 relatif à l'agrégation de services de dépistage des anomalies congénitales métaboliques et à l'octroi de subventions à ces services;

Vu l'arrêté royal du 23 juillet 1976 fixant le montant de la subvention aux organisations de jeunesse et aux organisations d'adultes en vue de la formation de cadres dans le domaine de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1976 instituant un Conseil supérieur de la guidance psycho-médico-sociale et de l'orientation scolaire et professionnelle;

Vu l'arrêté royal du 6 novembre 1978 relatif à l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire (régime français), tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspectrice cantonale de l'enseignement maternel (régime français), modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juin 1998;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1979 portant création d'une Commission pour l'égalisation des chances des garçons et des filles dans l'enseignement;

Vu l'arrêté royal du 12 février 1980 fixant le montant des divers prix littéraires institués par le Ministère de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 23 avril 1980 organisant l'examen portant sur la culture générale pour l'admission aux établissements d'enseignement artistique supérieur de plein exercice qui organisent un enseignement des arts plastiques du premier ou du deuxième degré;

Vu l'arrêté royal du 16 mai 1980 relatif à l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur cantonal du cours de morale non confessionnelle (régime français) dans les écoles primaires subventionnées par l'Etat;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juin 1952 fixant le tarif locatif des instruments appartenant aux Conservatoires royaux de musique, modifié par l'arrêté ministériel du 8 mai 1970;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1974 relatif à la fixation du montant des honoraires médicaux des médecins attachés aux centres psycho-médico-sociaux de l'Etat;

Vu l'arrêté ministériel du 2 septembre 1975 fixant le programme d'examens linguistiques pour les professeurs de cours artistiques dans l'enseignement artistique;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1977 exécutant l'arrêté royal du 12 février 1976 fixant les conditions auxquelles les objets produits ou les services rendus par un établissement d'enseignement peuvent être aliénés ou loués, tel que modifié;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 1977 pris en application de l'article 16 de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, tel que modifié;

Vu l'arrêté ministériel du 10 avril 1980 fixant le droit d'inscription aux examens dans les établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1985 réglant le fonctionnement du Conseil d'appel du Service des allocations et prêts d'études;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juillet 1985 créant une Commission des Lettres de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1988 instituant la Commission consultative des Arts plastiques de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1988 instituant une Commission consultative de l'Art de la Danse;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des diplômes et certificats de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section: enseignement secondaire supérieur général);

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (troisième section : enseignements secondaires supérieurs technique, artistique et professionnel);

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 janvier 1990 déterminant modalités de remboursement des frais de déplacement des membres du Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 janvier 1990 portant des mesures d'aide aux projets de création et de diffusion théâtrales, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mars 1990 portant création du Conseil du Livre de la Communauté française Wallonie-Bruxelles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mars 1990 instituant une Commission consultative de la Composition musicale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 juin 1990 instituant une Commission consultative des musiques non classiques;

- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 mars 1991 instituant un Conseil des Langues régionales endogènes de la Communauté française;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer le diplôme de professeur d'éducation musicale dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur pédagogique de type court;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée, de gradué en kinésithérapie, de gradué en ergothérapie et de gradué en logopédie;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 relatif aux indemnités allouées aux membres des Conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 relatif aux indemnités allouées aux membres du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 juillet 1991 relatif aux surveillances de midi duels l'enseignement maternel, primaire, ordinaire et spécial;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 septembre 1991 portant exécution des articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 réglant l'organisation et le fonctionnement des jurys d'enseignement universitaire de la Communauté française;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 juillet 1992 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil scientifique et éthique de prévention du Sida;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 septembre 1992 fixant les modalités d'inscription aux cours dispensés par l'enseignement à distance de la Communauté française;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 novembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement des différentes instances chargées de la gestion des fonds que la Communauté économique européenne met à la disposition de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement secondaire à horaire réduit dans le cadre du Fonds social européen (FSE);
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1992 portant création du Conseil supérieur de la Langue française de la Communauté française;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 janvier 1993 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre non confessionnel;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux Chambres de recours dans l'enseignement libre non confessionnel;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux Chambres de recours dans l'enseignement libre confessionnel;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires du Brabant wallon;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires du Hainaut;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires de Liège;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires de Namur;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires du Luxembourg;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 1994 relatif au minerval dans l'enseignement supérieur de plein exercice et dans les conservatoires royaux de musique;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) orientation santé mentale et psychiatrie;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du service public de la lecture, tel que modifié;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 1995 fixant la composition du Comité médical d'avis compétent en matière d'allocations d'études;

Vu l'arrêté Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'Administration;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1995 fixant les conditions dans lesquelles un membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite peut être autorisé à exercer une occupation lucrative;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 mai 1995 pris en application du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanents des adultes en général et de promotion socio-culturelle des travailleurs;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 instituant les chambres de recours dans l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création des Commissions paritaires dans l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 1995 fixant le montant du droit d'inscription de l'enseignement artistique à horaire réduit, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 1996 fixant les montants forfaitaires journaliers d'intervention pour le calcul des subventions octroyées aux organisateurs de camps sportifs;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 relatif aux conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1996 portant exécution de l'article 6 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1996 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat(e) en sciences commerciales, de licencié(e) en sciences commerciales et financières, de licencié(e) en sciences commerciales et consulaires, de licencié(e) en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1997 fixant le code de déontologie de l'aide à la jeunesse et instituant la commission de déontologie de l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française et certaines mesures de son exécution, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juillet 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 septembre 1997 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'organisation de programmes de développement sportif;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 octobre 1997 portant organisation de certains organes du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1997 fixant les indemnités accordées aux membres du Comité de programmation et d'accompagnement pédagogique des organismes privés de formation et de perfectionnement du personnel des services agréés;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 1997 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil consultatif de prévention du Sida,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 décembre 1997 relatif aux associations professionnelles de bibliothécaires et de bibliothèques;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1998 fixant les limites des dépenses exposées en vue de l'aide individuelle relative à l'aide et à la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 juillet 1998 relatif à la convention d'insertion socio-professionnelle des centres d'éducation et de formation en alternance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant une Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère non confessionnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant une Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère confessionnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant une chambre de recours pour l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère non confessionnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant une chambre de recours pour l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère confessionnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant une chambre de recours pour l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant la Commission paritaire centrale et les commissions paritaires locales de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 décembre 1998 relatif aux critères et modalités de fixation des parts contributives prévues à l'article 55 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil d'urgence;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 1999 pris en application du décret du 17 mai 1999 créant le Conseil supérieur de l'Education permanente;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 octobre 2000 réglant l'octroi de subventions aux fédérations ou associations sportives reconnues;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 septembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 septembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française le 4 octobre 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trois jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 16 octobre 2001 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence,

Considérant que le Gouvernement de la Communauté française est habilité par le décret du Conseil de la Communauté française du 8 février 1999 à prendre toutes les dispositions d'ordre technique destinées à assurer la transposition en euros de montants exprimés en francs belges dans la législation et dans la réglementation applicables en Communauté française qui, pour des raisons pratiques ou des raisons d'opportunité, ne peuvent faire l'objet d'une simple conversion mathématique;

Considérant qu'il est impératif que les différents secteurs auxquels s'appliquent ces dispositions, en matière d'enseignement, de culture, de santé, de sport, d'aide à la jeunesse et à l'enfance soient informés aussi rapidement que possible, et que par conséquent, lesdites dispositions soient arrêtées et publiées avant le 1^{er} janvier 2002;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Principe général de conversion en euro

Article 1^{er}. A l'exception des montants pour lesquels le Gouvernement de la Communauté française fixe la conversion en euro, les montants en franc inscrits dans les lois, décrets et arrêtés en vigueur en Communauté française, font l'objet d'une transposition strictement mathématique en euro.

CHAPITRE II. — Modifications de dispositions légales ou décrétales dérogeant au principe général de conversion en euro

Section 1^{re}. — Adaptation du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 2. Dans les dispositions du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, modifié par le décret du 4 février 1997, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------------------|---------------|----------------|
| ART. 5. | | |
| § 2, 3 ^o | 1 100 000 000 | 27.270.000 EUR |
| ART. 7. | | |
| § 2, 3 ^o | 485 000 000 | 12.022.000 EUR |
| ART. 9. | | |
| § 7. | 1 000 000 000 | 24.790.000 EUR |
| | 320 000 000 | 7.932.000 EUR |

Section 2. — Adaptation du décret du 26 avril 1999 organisant le Sport en Communauté française

Art. 3. Dans les dispositions du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française indiquées ci-dessous, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---|-----------|------------|
| ART. 49. | | |
| alinéa 1 ^{er} , 1 ^o | 500 000 | 12.395 EUR |
| alinéa 1 ^{er} , 2 ^o | 350 000 | 8.676 EUR |
| alinéa 1 ^{er} , 3 ^o | 200 000 | 4.958 EUR |
| ART. 61. | | |
| alinéa 1 ^{er} , 1 ^o | 1 000 000 | 24.790 EUR |
| alinéa 1 ^{er} , 2 ^o | 1 000 000 | 24.790 EUR |
| ART. 72. | | |
| 1 ^o | 500 000 | 12.395 EUR |
| 2 ^o | 200 000 | 4.958 EUR |

Section 3. — Adaptation de dispositions décrétales relatives aux matières culturelles

Art. 4. Dans les dispositions du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'Education permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------------------------|------------|---------------|
| ART. 6. | | |
| § 2 | 150 000 | 3.720 EUR |
| | 25 000 | 620 EUR |
| ART. 7. | | |
| § 1 ^{er} | 5 000 | 125 EUR |
| ART. 12. | | |
| alinéa 2 | 50 000 000 | 1.240.000 EUR |
| ART. 16. | | |
| § 3, 4 ^e point | 100 | 2,50 EUR |

Art. 5. Dans les dispositions du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---|-----------------------|--------------------------|
| ART. 6. | | |
| § 1 ^{er} | 175 000 | 4.340 EUR |
| § 1 ^{er} | 260 000 | 6.445 EUR |
| § 4 | 10 000 | 250 EUR |
| ART. 8. | | |
| § 1 ^{er} | 600 000 | 14.900 EUR |
| § 1 ^{er} | 600 001 à 1 200 000 | 14.901 EUR à 29.800 EUR |
| § 1 ^{er} | 1 200 001 à 2 500 000 | 29.801 EUR à 62.000 EUR |
| § 1 ^{er} | 2 500 001 à 8 000 000 | 62.001 EUR à 198.000 EUR |
| § 1 ^{er} , 2 ^e alinéa | 600 000 | 14.900 EUR |
| § 2 | 40 000 | 1.000 EUR |
| § 2 | 50 000 | 1.250 EUR |

Art. 6. Dans les dispositions du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|----------|---------------|-------------|
| ART. 44. | | |
| 1° a) | 800 000 | 19.832 EUR |
| 1° b) | 225 000 | 5.580 EUR |
| 1° b) | 75 000 | 1.860 EUR |
| 1° c) | 200 000 | 4.960 EUR |
| 1° d) | 700 000 | 17.360 EUR |
| 1° d) | 600 000 | 14.880 EUR |
| 1° d) | 400 000 | 9.920 EUR |
| ART. 46. | | |
| | 200 000 | 4.960 EUR |
| | 75 000 | 1.860 EUR |
| ART. 47. | | |
| | 200 000 | 4.960 EUR |
| ART. 53. | | |
| | 1 000 à 2 000 | 25 à 50 EUR |

| ART. 64. | | |
|----------|---------|------------|
| 1° a) | 600 000 | 14.880 EUR |
| 1° b) | 500 000 | 12.400 EUR |
| 1° c) | 300 000 | 7.440 EUR |
| 2° a) | 625 000 | 15.500 EUR |
| 2° b) | 525 000 | 13.020 EUR |
| 2° c) | 325 000 | 8.060 EUR |
| 3° a) | 650 000 | 16.120 EUR |
| 3° b) | 550 000 | 13.640 EUR |
| 3° c) | 350 000 | 8.680 EUR |
| 4° a) | 675 000 | 16.740 EUR |
| 4° b) | 575 000 | 14.260 EUR |
| 4° c) | 375 000 | 9.300 EUR |

Art. 7. Dans les dispositions du décret du 10 mai 1984 relatif à l'intégration d'œuvres d'art dans les bâtiments publics, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 3. | | |
|---------|-------------|---------------|
| | 10 000 000 | 250.000 EUR |
| | 50 000 000 | 1.250.000 EUR |
| | 100 000 000 | 2.500.000 EUR |
| ART. 4. | | |
| | 10 000 000 | 250.000 EUR |
| | 50 000 000 | 1.250.000 EUR |
| | 100 000 000 | 2.500.000 EUR |

Section 4. — Adaptation de dispositions décrétales relatives à l'Audiovisuel

Art. 8. A l'article 41quinquies, alinéa 1^{er}, 5°, du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, modifié par les décrets des 19 juillet 1991 et 25 juillet 1996, les termes « une amende de 100 000 francs à 1 000 000 de francs » sont remplacés par les termes « une amende de 2.480 euros à 25.000 euros ».

Art. 9. Dans les dispositions du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 22, 5° | | |
|-------------|------------|---------------|
| | 10 000 | 250 EUR |
| | 50 000 000 | 1.240.000 EUR |

Section 5. — Adaptation de dispositions légales relatives à l'enseignement universitaire

Art. 10. A l'article 2, alinéa 5, de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés, telle que modifiée par le décret du 1^{er} octobre 1998 modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et contrôle des institutions universitaires, les termes « ce montant est ajusté à la centaine inférieure » sont remplacés par les termes « ce montant est ajusté à 2 euros inférieurs ».

Art. 11. A l'article 39, § 4, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les termes « Ces montants sont arrondis à la cinquantaine inférieure » sont remplacés par les termes « Ces montants sont arrondis à l'euro inférieur ».

Art. 12. Dans les dispositions de l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 portant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat à Gand et à Liège, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés, en ce qui concerne l'hôpital universitaire de Liège, par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 6. | | |
|----------|------------|---------------|
| 10° | 50 000 000 | 1.240.000 EUR |
| | 25 000 000 | 620.000 EUR |
| | 12 000 000 | 300.000 EUR |
| 11°, § 3 | 1 000 000 | 25.000 EUR |

Section 6. — Adaptation de dispositions légales ou décrétales relatives à l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, et de l'enseignement à distance

Art. 13. Dans les dispositions de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle que modifiée, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 12. | | |
|---------------|--------|----------|
| § 2, 1° | 5 000 | 124 EUR |
| | 6 500 | 161 EUR |
| 2° | 7 500 | 186 EUR |
| | 9 750 | 242 EUR |
| 3° | 10 000 | 248 EUR |
| | 15 000 | 372 EUR |
| 4° | 2 000 | 50 EUR |
| 4°, 2° alinéa | 1 000 | 25 EUR |
| | 1 500 | 37 EUR |
| § 3, lit. a) | 12 | 0,30 EUR |
| | 5 | 0,12 EUR |
| minimum | 1 500 | 37 EUR |
| maximum | 5 000 | 124 EUR |
| Lit. b) | 15 | 0,37 EUR |
| | 8 | 0,20 EUR |
| minimum | 2 000 | 50 EUR |
| maximum | 6 000 | 149 EUR |
| Lit. c) | 12 | 0,30 EUR |
| | 1 500 | 37 EUR |
| | 3 000 | 74 EUR |

| ART. 45. | | |
|------------------------------|---------------|------------------|
| § 15, 1 ^{er} alinéa | 100 à 100 000 | 2,50 à 2.500 EUR |
| | 200 000 | 5.000 EUR |
| § 17 | 100 à 100 000 | 2,50 à 2.500 EUR |

Art. 14. Dans les dispositions du décret du 10 avril 1995 fixant les mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 3. | | |
|---------|-------|----------|
| Lit. a) | 12 | 0,30 EUR |
| | 5 | 0,12 EUR |
| minimum | 1 500 | 37 EUR |
| maximum | 5 000 | 124 EUR |
| Lit. b) | 15 | 0,37 EUR |
| | 8 | 0,20 EUR |
| minimum | 2 000 | 50 EUR |
| maximum | 6 000 | 149 EUR |
| Lit. c) | 12 | 0,30 EUR |
| | 1 500 | 37 EUR |
| | 3 000 | 74 EUR |

Section 7. — Adaptation des dispositions légales relatives aux personnels de l'enseignement

Art. 15. Dans les dispositions du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 101. | | |
|-----------|---------------|------------------|
| | 100 à 100 000 | 2,50 à 2.500 EUR |
| | 200 000 | 5.000 EUR |
| ART. 103. | | |
| | 100 à 100 000 | 2,50 à 2.500 EUR |

Art. 16. Dans les dispositions du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 97. | | |
|----------|---------------|------------------|
| § 4 | 100 à 100 000 | 2,50 à 2.500 EUR |
| | 200 000 | 5.000 EUR |
| § 6 | 100 à 100 000 | 2,50 à 2.500 EUR |

Art. 17. Dans les dispositions du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 259. | | |
|-----------|---------------|------------------|
| § 4 | 100 à 100 000 | 2,50 à 2.500 EUR |
| | 200 000 | 5.000 EUR |
| § 6 | 100 à 100 000 | 2,50 à 2.500 EUR |

CHAPITRE III. — *Modifications de dispositions réglementaires dérogeant au principe général de conversion en euro**Section 1^{re}. — Adaptation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 portant règlement de son fonctionnement*

Art. 18. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 portant règlement de son fonctionnement, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 6. | | |
|----------------|-------------|---------------|
| 4° | 10 000 000 | 250.000 EUR |
| 5° | 30 000 000 | 750.000 EUR |
| 6° | 30 000 000 | 750.000 EUR |
| 10° c) Travaux | 300 000 000 | 7.500.000 EUR |
| | 65 000 000 | 1.625.000 EUR |
| | 20 000 000 | 500.000 EUR |
| Fouritures | 200 000 000 | 5.000.000 EUR |
| | 20 000 000 | 500.000 EUR |
| | 12 000 000 | 300.000 EUR |
| Services | 60 000 000 | 1.500.000 EUR |
| | 10 000 000 | 250.000 EUR |
| | 5 000 000 | 125.000 EUR |

Section 2. — Adaptation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire

Art. 19. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 5. | | |
|----------|------------|-------------|
| 4° | 300 000 | 7.500 EUR |
| 5° | 10 000 000 | 250.000 EUR |
| 6° | 30 000 000 | 750.000 EUR |
| 7° | 30 000 000 | 750.000 EUR |
| ART. 15. | | |
| 3° | 1 250 000 | 31.000 EUR |
| 4° b) | 125 000 | 3.100 EUR |

Section 3. — Adaptation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'Administration

Art. 20. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'Administration, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même arrêté.

| ART. 3. | | |
|-------------------|-------|----------|
| | 10 | 0,25 EUR |
| ART. 17. | | |
| § 1 ^{er} | 1 200 | 30 EUR |
| | 1 000 | 25 EUR |

Section 4. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives aux Infrastructures

Art. 21. Dans les dispositions de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 8 janvier 1993 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|-------------------|-------------------|-------------------------|
| ART. 27. | | |
| § 1 ^{er} | 23 000 à 27 500 | 600 EUR à 700 EUR |
| § 2 a) | 21 000 à 25 000 | 550 EUR à 650 EUR |
| § 2 c) | 414 000 à 495 000 | 10.300 EUR à 12.300 EUR |
| | 736 000 à 880 000 | 18.250 EUR à 21.850 EUR |
| ART. 30. | | |
| § 3 | 14 000 | 350 EUR |

Art. 22. A l'article 17, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois, le montant de 250 000 francs est remplacé par le montant de 5.000 euros.

Art. 23. A l'article 17, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires du Brabant wallon, le montant de 200 000 francs est remplacé par le montant de 5.000 euros.

Art. 24. A l'article 17, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires du Hainaut, le montant de 200 000 francs est remplacé par le montant de 5.000 euros.

Art. 25. A l'article 17, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires de Liège, le montant de 200 000 francs est remplacé par le montant de 5.000 euros.

Art. 26. A l'article 17, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires de Namur, le montant de 200 000 francs est remplacé par le montant de 5.000 euros.

Art. 27. A l'article 17, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires du Luxembourg, le montant de 200 000 francs est remplacé par le montant de 5.000 euros.

Art. 28. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1996 portant exécution de l'article 6 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|-----------|-------------|
| ART. 6. | | |
| § 2 | 5 000 000 | 124.000 EUR |
| | 2 140 000 | 53.000 EUR |
| | 3 330 000 | 82.550 EUR |

Section 5. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives à la Santé

Art. 29. Dans les dispositions de l'arrêté royal du 13 mars 1974 relatif à l'agrément de services de dépistage des anomalies congénitales métaboliques et à l'octroi de subventions à ces services, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|-----|----------|
| ART. 5. | | |
| 1° | 32 | 0,80 EUR |
| 2° | 38 | 0,90 EUR |
| 3° | 160 | 4 EUR |

Art. 30. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 juillet 1992 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil scientifique et éthique de Prévention du Sida, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|-----|-----------|
| ART. 7. | | |
| | 500 | 12,50 EUR |
| | 400 | 10 EUR |
| | 350 | 9 EUR |

Art. 31. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1991 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juillet 1998, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|-----------|------------|
| ART. 5. | | |
| § 1 ^{er} | 500 | 12,50 EUR |
| | 400 | 10 EUR |
| | 350 | 9 EUR |
| ART. 11. | | |
| 1 ^{er} alinéa | 3 250 000 | 80.565 EUR |
| | 750 000 | 18.592 EUR |
| dernier alinéa | 2 500 000 | 61.973 EUR |
| ART. 18. | | |
| § 1 ^{er} | 500 000 | 12.400 EUR |

Art. 32. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 1997 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil consultatif de prévention du Sida, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|-------------------|-----|-----------|
| ART. 5. | | |
| § 1 ^{er} | 500 | 12,50 EUR |
| | 400 | 10 EUR |
| | 350 | 9 EUR |

Section 6. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives au Sport

Art. 33. A l'article 12, d), de l'arrêté royal du 3 mars 1964 relatif aux autorisations d'organisation de concours de paris sur les résultats des épreuves sportives, le montant de 10 000 francs est remplacé par le montant de 250 euros.

Art. 34. Dans les dispositions de l'arrêté royal du 23 juillet 1976 fixant le montant de la subvention aux organisations de jeunesse et aux organisations d'adultes en vue de la formation de cadres dans le domaine de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en plein air, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|-----|----------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| | 300 | 7,50 EUR |
| ART. 2. | | |
| | 300 | 7,50 EUR |
| | 110 | 3 EUR |

Art. 35. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 janvier 1990 déterminant les modalités de remboursement des frais de déplacement des membres du Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en plein air, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|-----|-----------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| | 700 | 17,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 36. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 1996 fixant les montants forfaitaires journaliers d'intervention pour le calcul des subventions octroyées aux organisateurs de camps sportifs, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|-----|-----------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| 1° a) | 750 | 19 EUR |
| 1° b) | 600 | 15 EUR |
| 1° c) | 525 | 13 EUR |
| 1° d) | 450 | 11,50 EUR |
| 2° | 750 | 19 EUR |
| 3° | 30 | 0,75 EUR |

Art. 37. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 septembre 1997 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'organisation de programmes de développement sportif, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|-------|-----------|
| ART. 7. | | |
| | 7 500 | 186 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |
| | 300 | 7,50 EUR |
| ART. 9. | | |
| | 500 | 12,50 EUR |
| | 5 000 | 125 EUR |

Art. 38. A l'article 41 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 octobre 2000 réglant l'octroi de subventions aux fédérations ou associations sportives reconnues, le montant de 15 000 francs est remplacé par le montant de 375 euros.

Section 7. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives à l'Aide à la Jeunesse

Art. 39. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 relatif aux indemnités allouées aux membres des Conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|-----|-----------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| | 700 | 17,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 40. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 relatif aux indemnités allouées aux membres du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|-----|-----------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| | 700 | 17,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 41. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1997 fixant le code de déontologie de l'aide à la jeunesse et instituant la commission de déontologie de l'aide à la jeunesse, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|----------|-----|-----------|
| ART. 13. | | |
| | 700 | 17,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 42. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1997 fixant les indemnités accordées aux membres du Comité de programmation et d'accompagnement pédagogique des organismes privés de formation et de perfectionnement du personnel des services agréés, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|-----|-----------|
| ART. 2. | | |
| | 700 | 17,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 43. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1998 fixant les limites des dépenses exposées en vue de l'aide individuelle relative à l'aide et à la protection de la jeunesse, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|-------|-----------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| 3° | 800 | 20 EUR |
| 4° | 400 | 10 EUR |
| 7° | 9 000 | 223 EUR |
| ART. 4. | | |
| § 2 | 900 | 22,30 EUR |

Art. 44. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 décembre 1998 relatif aux critères et modalités de fixation des parts contributives prévues à l'article 55 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, les montants de 1 000 francs et de 0 franc sont remplacés respectivement par les montants de 24,80 euros et de 0 euro.

Art. 45. A l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés, le montant de 181 francs est remplacé par le montant de 4,50 euros.

Art. 46. A l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil d'urgence, le montant de 22 francs est remplacé par le montant de 0,60 euro.

Art. 47. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|----------|-----|-----------|
| ART. 15. | | |
| | 700 | 17,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 48. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|-------------------|--------|----------|
| ART. 3. | | |
| § 3, 1° | 140 | 3,50 EUR |
| ART. 5. | | |
| § 1 ^{er} | 20 000 | 500 EUR |
| ANNEXE | | |
| 1.2 | 6 | 0,15 EUR |
| | 12 | 0,30 EUR |
| | 24 | 0,60 EUR |
| | 36 | 0,90 EUR |
| | 47 | 1,17 EUR |

Section 8. — Adaptation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 relatif aux conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels

Art. 49. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 relatif aux conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|----------|------------|-------------|
| ART. 6. | | |
| alinéa 3 | 1 000 000 | 24.800 EUR |
| | 2 000 000 | 49.600 EUR |
| | 3 000 000 | 74.400 EUR |
| | 4 000 000 | 99.200 EUR |
| alinéa 4 | 5 000 000 | 124.000 EUR |
| | 10 000 000 | 248.000 EUR |
| | 17 000 000 | 421.600 EUR |
| ART. 12. | | |
| | 300 000 | 7.440 EUR |
| | 500 000 | 12.400 EUR |

Section 9. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives aux Arts de la Scène

Art. 50. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1988 instituant une Commission consultative de l'Art de la Danse, tel qu'adapté par la directive ministérielle du 20 décembre 1994, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|--------|-----------|
| ART. 8. | | |
| | 15 000 | 375 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 51. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 janvier 1990 portant des mesures d'aide aux projets de création et de diffusion théâtrales, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 1997 et adapté par la directive ministérielle du 20 décembre 1994, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|--------|-----------|
| ART. 7. | | |
| | 25 000 | 625 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 52. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mars 1990 instituant une Commission consultative de la Composition musicale, tel qu'adapté par la directive ministérielle du 20 décembre 1994, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|--------|-----------|
| ART. 8. | | |
| | 10 000 | 250 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 53. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 juin 1990 instituant une Commission consultative des musiques non classiques, tel qu'adapté par la directive ministérielle du 20 décembre 1994, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|--------|-----------|
| ART. 8. | | |
| | 10 000 | 250 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Section 10. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives au Livre, la Langue française, aux Langues régionales endogènes et aux Lettres

Art. 54. Dans les dispositions de l'arrêté royal du 26 avril 1966 portant création d'un prix annuel de traduction, tel que modifié, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|---------|------------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| | 200 000 | 5.000 EUR |
| ART. 2. | | |
| | 600 000 | 15.000 EUR |
| | 400 000 | 10.000 EUR |
| | 300 000 | 7.500 EUR |

Art. 55. Dans les dispositions de l'arrêté royal du 12 février 1980 fixant le montant des divers prix littéraires institués par le Ministère de la Communauté française, tel que modifié, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|---------|------------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| | 600 000 | 15.000 EUR |
| | 400 000 | 10.000 EUR |
| | 300 000 | 7.500 EUR |
| ART. 3. | | |
| | 200 000 | 5.000 EUR |

Art. 56. A l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juillet 1985 créant une Commission des lettres de la Communauté française, le montant de 15 000 francs est remplacé par le montant de 375 euros.

Art. 57. A l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mars 1990 portant création du Conseil du Livre de la Communauté française Wallonie-Bruxelles, le montant de 1 000 francs est remplacé par le montant de 25 euros.

Art. 58. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 mars 1991 instituant un Conseil des Langues régionales endogènes de la Communauté française, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|----------|-----|-----------|
| ART. 11. | | |
| | 500 | 12,50 EUR |
| | 700 | 17,50 EUR |

Art. 59. A l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1992 portant création du Conseil supérieur de la Langue française, le montant de 1 000 francs est remplacé par le montant de 25 euros.

Art. 60. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du service public de la lecture tel que modifié, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même

| | | |
|----------|---------|--------------|
| ART. 42. | | |
| | 655 000 | 16.237 EUR |
| | 50 000 | 1.239,50 EUR |
| | 750 000 | 18.592 EUR |
| ART. 55. | | |
| | 100 000 | 2.480 EUR |
| ART. 56. | | |
| | 300 | 7,50 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |
| | 20 | 0,50 EUR |
| ART. 69. | | |
| | 500 | 12,50 EUR |
| ART. 72. | | |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 61. A l'article 5, §§ 3 et 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 décembre 1997 relatif aux associations professionnelles de bibliothécaires et de bibliothèques, les montants de 100 000 francs sont remplacés par les montants de 2.500 euros.

Section 11. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives à la Jeunesse et à l'Education permanente

Art. 62. § 1^{er}. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 mai 1995 pris en application du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et de promotion socio-culturelle des travailleurs, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|----------|---------|------------|
| ART. 15. | | |
| Point 6 | 600 000 | 14.875 EUR |
| | 400 000 | 9.915 EUR |
| ART. 20. | | |
| | 100 000 | 2.480 EUR |
| | 50 000 | 1.240 EUR |
| ART. 30. | | |
| | 1 000 | 25 EUR |
| ART. 31. | | |
| | 20 000 | 495 EUR |
| ART. 32. | | |
| | 250 000 | 6.200 EUR |
| | 150 000 | 3.720 EUR |
| | 100 000 | 2.480 EUR |

§ 2. Aux articles 16 et 26 du même arrêté, les termes « la valeur en francs du point... » sont remplacés par les termes « la valeur en euros du point... ».

§ 3. A l'article 42 du même arrêté, les termes « cette adaptation s'applique lorsqu'elle atteint au moins le millier de francs supérieur » sont remplacés par les termes « cette adaptation s'applique aux montants qui sont au moins supérieurs de 25 euros au montant non indexé », et les termes « les montants sont arrondis au millier de francs » supérieur sont remplacés par les termes « les montants sont arrondis à l'euro supérieur ».

Art. 63. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 1999 pris en application du décret du 17 mai 1999 créant le Conseil supérieur de l'Education permanente, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|-------|--------|
| ART. 2. | | |
| | 1 000 | 25 EUR |
| | 2 000 | 50 EUR |

Section 12. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives au Patrimoine culturel et aux Arts plastiques

Art. 64. A l'article 4 de l'arrêté royal du 22 avril 1958 réglementant l'octroi de subventions aux musées ne relevant pas de l'Etat, le montant de 300 000 francs est remplacé par le montant de 7.500 euros.

Art. 65. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1988 instituant la Commission consultative des Arts plastiques de la Communauté française, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|--------|-----------|
| ART. 6. | | |
| | 50 000 | 1.240 EUR |
| | 25 000 | 620 EUR |

Section 13. — Adaptation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 octobre 1997 portant organisation de certains organes du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 1998.

Art. 66. A l'article 7, § 1^{er}, premier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 octobre 1997 portant organisation de certains organes du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, modifié par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 31 août 1998, le montant de 1 000 francs est remplacé par le montant de 25 euros.

Section 14. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement en général

Art. 67. Dans les dispositions de l'arrêté royal du 5 mai 1958 instituant un jury spécial chargé de la délivrance du certificat de capacité aux fonctions de maître spécial d'éducation physique dans les écoles primaires, tel que modifié, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|-----|----------|
| ART. 5. | | |
| | 300 | 7,50 EUR |
| | 150 | 3,75 EUR |

Art. 68. A l'article 8 de l'arrêté royal du 28 mai 1970 relatif à la preuve requise par l'article 15, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1963, de la connaissance suffisante de la langue de l'enseignement (région francophone), le montant de 200 francs est remplacé par le montant de 5 euros.

Art. 69. A l'article 9 de l'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques, le montant de 200 francs est remplacé par le montant de 5 euros.

Art. 70. Dans les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 1974 relatif à la fixation du montant des honoraires médicaux des médecins attachés aux centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|-------|----------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| a) | 62,50 | 1,55 EUR |
| b) | 87,50 | 2,17 EUR |
| c) | 12,50 | 0,31 EUR |
| ART. 3. | | |
| | 525 | 13 EUR |

Art. 71. A l'article 9 de l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1976 instituant un Conseil supérieur de la Guidance psychomédico-sociale et de l'orientation scolaire et professionnelle, le montant de 400 francs est remplacé par le montant de 10 euros.

Art. 72. Dans les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1977 exécutant l'arrêté royal du 12 février 1976 fixant les conditions auxquelles les objets produits ou les services rendus par un établissement d'enseignement peuvent être aliénés ou loués, tel que modifié, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|-----|----------|
| ART. 3. | | |
| | 300 | 7,50 EUR |
| ART. 5. | | |
| alinéa 1 ^{er} | 200 | 5 EUR |
| alinéa 3 | 80 | 2 EUR |
| alinéa 4 | 120 | 3 EUR |

Art. 73. A l'article 9 de l'arrêté royal du 2 avril 1979 portant création d'une Commission pour l'égalisation des chances des garçons et des filles dans l'enseignement, le montant de 400 francs est remplacé par le montant de 10 euros.

Art. 74. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|-------------------|-------|----------|
| ART. 8. | | |
| | 2 000 | 50 EUR |
| | 1 000 | 25 EUR |
| ART. 10. | | |
| § 1 ^{er} | 225 | 5,60 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 165 | 4 EUR |
| § 2 | 180 | 4,50 EUR |
| | 145 | 3,50 EUR |
| | 120 | 3 EUR |
| | 45 | 1,15 EUR |
| | 40 | 1 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |

Art. 75. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des diplômes et certificats de l'enseignement secondaire tel que modifié, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|-------------------|-------|----------|
| ART. 10. | | |
| | 2 000 | 50 EUR |
| ART. 21. | | |
| § 1 ^{er} | 225 | 5,60 EUR |

Art. 76. A l'article 36 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section : enseignement secondaire supérieur général), le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 77. A l'article 36 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (troisième section : enseignements secondaires supérieurs technique, artistique et professionnel), le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 78. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 septembre 1991 portant exécution des articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|---------|--------|-----------|
| ART. 2. | | |
| 1° | 35 000 | 868 EUR |
| 2° | 40 000 | 992 EUR |
| 3° a) | 40 000 | 992 EUR |
| 3° b) | 60 000 | 1.487 EUR |
| | 80 000 | 1.984 EUR |
| 4° a) | 1 200 | 30 EUR |
| | 9 600 | 238 EUR |
| 4° b) | 4 800 | 119 EUR |
| | 9 600 | 238 EUR |
| 5° | 15 000 | 372 EUR |

Art. 79. A l'article 21 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 novembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement des différentes instances chargées de la gestion des fonds que la Communauté économique européenne met à la disposition de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement secondaire à horaire réduit dans le cadre du Fonds social européen (FSE), le montant de 1 250 000 francs est remplacé par le montant de 31.000 euros.

Art. 80. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) orientation santé mentale et psychiatrie, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|----------|-------|--------|
| ART. 14. | | |
| § 3 | 2 000 | 50 EUR |
| ART. 18. | | |
| § 2 | 2 000 | 50 EUR |

Art. 81. A l'article 4 de l'Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 juillet 1998 relatif à la convention d'insertion socio-professionnelle des centres d'éducation et de formation en alternance, le terme « BEF » est remplacé par le terme « EUR ».

Section 15. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives à l'Enseignement universitaire

Art. 82. A l'article 17 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel, le montant de 4.000 francs est remplacé par le montant de 99 euros.

Art. 83. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 réglant l'organisation et le fonctionnement des jurys d'enseignement universitaire de la Communauté française, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 18. | | |
|----------|-------|---------|
| | 5 000 | 124 EUR |
| | 3 000 | 74 EUR |

Section 16. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives à l'Enseignement supérieur non universitaire

Art. 84. Dans les dispositions de l'arrêté ministériel du 24 juin 1952 fixant le tarif locatif des instruments appartenant aux Conservatoires royaux de musique, modifié par l'arrêté ministériel du 8 mai 1970, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 1 ^{er} . | | |
|------------------------|-------|-----------|
| | 1 500 | 37,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |
| | 300 | 7,50 EUR |
| | 1 000 | 25 EUR |

Art. 85. A l'article 11bis, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 86. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 août 1960 relatif à l'organisation du jury central de l'enseignement normal primaire, le montant de 300 francs est remplacé par le montant de 7,50 euros.

Art. 87. A l'article 5 de l'arrêté royal du 19 janvier 1961 relatif à certaines conditions d'attribution et à la forme des attestations, certificats et diplômes, délivrés par les Conservatoires royaux de musique, ainsi qu'au diplôme de virtuosité, le montant de 100 francs est remplacé par le montant de 2,50 euros.

Art. 88. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 février 1961 relatif à l'organisation du jury central de l'enseignement normal gardien, le montant de 300 francs est remplacé par le montant de 7,50 euros.

Art. 89. Dans les dispositions de l'arrêté royal du 20 mars 1970 fixant les prix de location des salles de concerts du Conservatoire royal de musique de Liège et des allocations du personnel nécessaire à l'utilisation de ces salles, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| ART. 1 ^{er} . | | |
|------------------------|-------|------------|
| A | 7 000 | 174 EUR |
| | 5 500 | 136,50 EUR |
| | 2 500 | 62 EUR |
| | 750 | 18,60 EUR |
| | 500 | 12,40 EUR |
| | 250 | 6,20 EUR |
| B | 2 000 | 50 EUR |
| ART. 8. | | |
| | 160 | 4 EUR |
| | 120 | 3 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 60 | 1,50 EUR |
| | 220 | 5,50 EUR |

Art. 90. A l'article 8 de l'arrêté royal du 22 avril 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques pour les professeurs de cours artistiques dans l'enseignement artistique, le montant de 200 francs est remplacé par le montant de 5 euros.

Art. 91. Dans les dispositions de l'arrêté royal du 3 juin 1970 relatif à l'organisation du jury central de l'enseignement normal moyen, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|-----|-----------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| | 100 | 2,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 92. Dans les dispositions de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant les prix de location des salles de concerts du Conservatoire royal de musique de Bruxelles et des allocations du personnel nécessaire à l'utilisation de ces salles, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|-------|------------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| A | 7 000 | 174 EUR |
| | 5 500 | 136,50 EUR |
| | 2 500 | 62 EUR |
| | 750 | 18,60 EUR |
| | 500 | 12,40 EUR |
| | 250 | 6,20 EUR |
| B | 2 000 | 50 EUR |

Art. 93. Dans les dispositions de l'arrêté royal du 4 septembre 1972 déterminant, en ce qui concerne l'enseignement artistique, les conditions de la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en auto dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------|-------|-----------|
| ART. 5bis. | | |
| | 1 000 | 25 EUR |
| | 1 500 | 37,50 EUR |
| | 3 000 | 75 EUR |

Art. 94. A l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 1975 fixant le programme d'examens linguistiques pour les professeurs de cours artistiques dans l'enseignement artistique, le montant de 200 francs est remplacé par le montant de 5 euros.

Art. 95. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 10 avril 1980 fixant le droit d'inscription aux examens dans les établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long, le montant de 500 francs est remplacé par le montant de 12,50 euros.

Art. 96. A l'article 6 de l'arrêté royal du 23 avril 1980 organisant l'examen portant sur la culture générale pour l'admission aux établissements d'enseignement artistique supérieur de plein exercice qui organisent un enseignement des arts plastiques du premier ou du deuxième degré, le montant de 250 francs est remplacé par le montant de 6,20 euros.

Art. 97. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer le diplôme de professeur d'éducation musicale dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur pédagogique de type court, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|----------|-------|----------|
| ART. 17. | | |
| | 3 000 | 75 EUR |
| ART. 31. | | |
| | 1 000 | 25 EUR |
| ART. 32. | | |
| | 225 | 6 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 165 | 4 EUR |
| | 40 | 1 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |

Art. 98. Dans les dispositions de l'arrête de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée, de gradué en kinésithérapie, de gradué en ergothérapie et de gradué en logopédie, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|----------|-------|----------|
| ART. 17. | | |
| | 3 000 | 75 EUR |
| ART. 30. | | |
| | 1 000 | 25 EUR |
| ART. 31. | | |
| | 225 | 6 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 165 | 4 EUR |
| | 45 | 1,15 EUR |
| | 40 | 1 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |

Art. 99. Dans les dispositions de l'arrête de l'exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|----------|-------|----------|
| ART. 16. | | |
| | 3 000 | 75 EUR |
| ART. 29 | | |
| | 1 000 | 25 EUR |
| ART. 30. | | |
| | 225 | 6 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 165 | 4 EUR |
| | 45 | 1,15 EUR |
| | 40 | 1 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |

Art. 100. A l'article 17 de l'arrête de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte, le montant de 4 000 francs est remplacé par le montant de 99 euros.

Art. 101. A l'article 17 de l'arrête de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidats en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial, le montant de 4 000 francs est remplacé par le montant de 99 euros.

Art. 102. Dans les dispositions de l'arrête du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 1994 relatif au minerval dans l'enseignement supérieur de plein exercice et dans les conservatoires royaux de musique, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|--------|---------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| | 5 000 | 124 EUR |
| | 6 500 | 161 EUR |
| | 7 500 | 186 EUR |
| | 9 750 | 242 EUR |
| | 10 000 | 248 EUR |
| | 13 000 | 322 EUR |
| | 2 000 | 50 EUR |

Art. 103. A l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1996 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel, le montant de 250 francs est remplacé par le montant de 6,20 euros.

Art. 104. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|----------|-----|----------|
| ART. 29. | | |
| | 250 | 6,20 EUR |
| ART. 30. | | |
| | 225 | 6 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 165 | 4 EUR |
| | 45 | 1,15 EUR |
| | 40 | 1 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |

Art. 105. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat(e) en sciences commerciales, de licencié(e) en sciences commerciales et financières, de licencié(e) en sciences commerciales et consulaires, de licencié(e) en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|----------|-----|----------|
| ART. 30. | | |
| | 250 | 6,20 EUR |
| ART. 31. | | |
| | 225 | 6 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 165 | 4 EUR |
| | 45 | 1,15 EUR |
| | 40 | 1 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |

Section 17. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives à l'Enseignement de promotion sociale, de l'Enseignement artistique à horaire réduit et à l'Enseignement à distance

Art. 106. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 septembre 1992 fixant les modalités d'inscription aux cours dispensés par l'enseignement à distance de la Communauté française, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

| | | |
|------------------------|-------|-----------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| | 1 000 | 25 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 107. Le dernier alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 1995 fixant le montant du droit d'inscription de l'enseignement artistique à horaire réduit, tel que modifié, est modifié comme suit : « Les nouveaux montants ainsi calculés sont arrondis à l'euro supérieur ».

Section 18. — Adaptation de dispositions réglementaires relatives aux Personnels de l'Enseignement

Art. 108. Dans les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 décembre 1977 pris en application de l'article 16 de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces Etablissements, tel que modifié, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même arrêté.

| | | |
|----------|-----|----------|
| ART. 4. | | |
| | 100 | 2,50 EUR |
| | 50 | 1,25 EUR |
| ART. 20. | | |
| | 100 | 2,50 EUR |
| | 50 | 1,25 EUR |

Art. 109. A l'article 14 de l'arrêté royal du 6 novembre 1978 relatif à l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire (régime français) tel que modifié, le montant de 1 000 francs est remplacé par le montant de 25 euros.

Art. 110. A l'article 14 de l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspectrice cantonale de l'enseignement maternel (régime français) modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juin 1998, le montant de 1 000 francs est remplacé par le montant de 25 euros.

Art. 111. A l'article 14 de l'arrêté royal du 16 mai 1980 relatif à l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur cantonal du cours de morale non confessionnelle (régime français) dans les écoles primaires subventionnées par l'Etat, le montant de 1 000 francs est remplacé par le montant de 25 euros.

Art. 112. A l'article 5 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 30 avril 1985 réglant le fonctionnement du Conseil d'appel du Service des allocations et prêts d'études, le montant de 400 francs est remplacé par le montant de 10 euros.

Art. 113. A l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 juillet 1991 relatif aux surveillances de midi dans l'enseignement maternel, primaire ordinaire et spécial, le montant de 200 francs est remplacé par le montant de 5 euros.

Art. 114. A l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre non confessionnel, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 115. A l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 116. A l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux Chambres de recours dans l'enseignement libre non confessionnel, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 117. A l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux Chambres de recours dans l'enseignement libre confessionnel, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 118. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 1995 fixant la composition du Comité médical d'avis compétent en matière d'allocations d'études, le montant de 375 francs est remplacé par le montant de 9,50 euros.

Art. 119. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1995 fixant les conditions dans lesquelles un membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite peut être autorisé à exercer une occupation lucrative, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne de l'arrêté suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même arrêté.

| | | |
|------------------------|---------|-----------|
| ART. 1 ^{er} . | | |
| § 1 ^{er} , 1° | 276 586 | 6.857 EUR |
| § 1 ^{er} , 2° | 221 268 | 5.493 EUR |
| § 1 ^{er} , 4° | 276 586 | 6.857 EUR |
| § 2 | 221 268 | 5.493 EUR |

Art. 120. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 instituant les chambres de recours dans l'enseignement officiel subventionné, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 121. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création des Commissions paritaires dans l'enseignement officiel subventionné, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 122. A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant une Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère non confessionnel, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 123. A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant une Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère confessionnel, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 124. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant une chambre de recours pour l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère non confessionnel, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 125. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant une chambre de recours pour l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère confessionnel, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 126. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant une chambre de recours pour l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

Art. 127. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant la Commission paritaire centrale et les commissions paritaires locales de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné, le montant de 2 000 francs est remplacé par le montant de 50 euros.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 128. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 129. Les Ministres du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 novembre 2001.

Par le Gouvernement :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement, de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 3524

[C — 2001/29547]

8 NOVEMBER 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de Europese verordeningen (EG) nr. 1103/97 van de Raad van 17 juni 1997 over enkele bepalingen betreffende de invoering van de euro en nr. 974/98 van de Raad van 3 mei 1998 over de invoering van de euro;

Gelet op het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 oktober 1998 tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen;

Gelet op de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen;

Gelet op het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders;

Gelet op het decreet van 20 juni 1980 dat de erkenningsvoorwaarden voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaalt;

Gelet op het decreet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht;

Gelet op het decreet van 10 mei 1984 betreffende de integratie van kunstwerken in de openbare gebouwen;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen, van Gent en Luik;

Gelet op het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, gewijzigd bij de decreten van 19 juli 1991 en 25 juli 1996;

Gelet op het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 4 februari 1997;

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het decreet van 10 april 1995 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 betreffende de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van jongereninformatiecentra en van hun federaties;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1958 tot reglementering van de toekenning van toelagen aan de musea welke niet van de Staat afhangen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 mei 1958 houdende instelling van een bijzondere examencommissie belast met het uitreiken van het bekwaamheidsgetuigschrift voor het ambt van bijzondere leermeester in de lichamelijke opvoeding aan de lagere scholen, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 augustus 1960 betreffende de inrichting van de centrale examencommissie voor het lager normaalonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 januari 1961 betreffende bepaalde toekenningsvoorwaarden en de vorm der door de Koninklijke Muziekconservatoria uitgereikte attesten, getuigschriften en diploma's, alsook betreffende het virtuositeitsdiploma;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1961 betreffende de inrichting van de centrale examencommissie voor het normaalonderwijs voor bewaarschoolonderwijzeressen;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 maart 1964 betreffende de vergunningen tot het inrichten van wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1966 tot instelling van een jaarlijkse vertaalprijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1970 houdende vaststelling van de huurprijzen voor de concertzalen van het Koninklijk Muziekconservatorium te Luik en van de vergoedingen van het personeel nodig voor het benutten van deze zalen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens voor de leraars artistieke vakken in het kunstonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 mei 1970 betreffende het examen over de voldoende kennis van de onderwijstaal (Frans taalgebied), vereist bij artikel 15, tweede lid, van de wet van 30 juli 1963;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juni 1970 betreffende de organisatie van de centrale examencommissie voor het middelbaar normaalonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van de huurprijzen van de concertzalen van het Koninklijk Muziekconservatorium te Brussel en van de toelagen aan het personeel vereist voor het gebruik van deze zalen;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 september 1972 tot vaststelling, wat betreft het kunstonderwijs, van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 maart 1974 betreffende de erkenning van de diensten voor opsporing van de aangeboren metabolische afwijkingen en de toekenning van subsidies aan die diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 juli 1976 tot vaststelling van het bedrag van de toelage aan de jeugdorganisaties en de organisaties voor volwassenen met het oog op de opleiding van de kaders op het gebied van lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 oktober 1976 tot instelling van een Hoge Raad voor de psycho-medisch-sociale begeleiding en de school- en beroepsoriëntatie;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 november 1978 betreffende het examen tot verkrijging van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnaal inspecteur in het lager onderwijs (Frans taalstelsel);

Gelet op het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende het examen tot verkrijging van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnale inspectrice in het kleuteronderwijs (Frans taalstelsel), gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juni 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1979 houdende oprichting van een Commissie voor de gelijkenschakeling van de onderwijskansen van jongens en meisjes;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 februari 1980 houdende vaststelling van het bedrag der verschillende literaire prijzen ingesteld bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 april 1980 tot inrichting van het examen over de algemene vorming voor de toelating tot de inrichtingen voor hoger kunstonderwijs met volledig leerplan die onderwijs in de plastische kunsten organiseren van de eerste of van de tweede graad;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 mei 1980 betreffende het examen tot verkrijging van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnaal inspecteur over de lessen in de niet-confessionele zedenleer (Frans taalstelsel) in de door de Staat gesubsidieerde lagere scholen;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 juni 1952 tot vaststelling van de huurprijs voor de instrumenten die eigendom zijn van de Koninklijke Muziekconservatoria, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 8 mei 1970;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 maart 1974 tot vaststelling van het bedrag van de honoraria van de artsen verbonden aan de psycho-medisch-sociale Rijkscentra;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 september 1975 tot vaststelling van het programma van de taalexamens voor de leraars artistieke vakken in het kunstonderwijs;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 juli 1977 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 12 februari 1976 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de voorwerpen die worden voortgebracht of de diensten die worden gepresteerd door een onderwijsinstelling, kunnen worden vervreemd of verhuurd, zoals gewijzigd;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 december 1977 tot toepassing van artikel 16 van het besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurspersoneel en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, kunstonderwijs en normaalonderwijs, alsmede de internaten die van deze inrichtingen afhangen, zoals gewijzigd;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 april 1980 tot vaststelling van het inschrijvingsrecht voor de examens in de Rijksinstellingen voor hoger onderwijs van het lange type;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1985 tot regeling van de werking van de Raad van Beroep van de Dienst voor de studietoelagen en de studieleningen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1985 tot instelling van een Commissie voor de letteren van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1988 tot oprichting van een Commissie van advies voor de beeldende kunsten van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1988 tot instelling van een Adviescommissie voor de Danskunst;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 juni 1989 houdende inrichting van de examencommissie van de Franse Gemeenschap van het secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1989 tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor homologatie van de getuigschriften van het secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (tweede afdeling : algemeen hoger secundair onderwijs);

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (derde afdeling : hoger secundair technisch, kunst- en beroeps-onderwijs);

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 januari 1990 tot bepaling van de voorwaarden inzake terugbetaling van de reiskosten van de leden van de Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 januari 1990 houdende maatregelen tot steunverlening aan projecten in verband met creatie en verspreiding inzake toneelkunst, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 mei 1997;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 maart 1990 tot oprichting van de Raad voor het Boek van de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 maart 1990 houdende instelling van een Commissie van advies voor muziekcompositie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1990 tot instelling van een Commissie van advies voor de niet-klassieke muziekgenres;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 maart 1991 tot instelling van een Raad voor de endogene gewestelijke talen van de Franse Gemeenschap van België;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar in de stenografie en dactylografie-tekstverwerking in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs van het korte type;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en van industrieel ingenieur;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar muzikale opvoeding in de inrichtingen voor secundair onderwijs en in de inrichtingen voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger en gegradueerde verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1991 betreffende de vergoedingen toegekend aan de leden van de Arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1991 betreffende de vergoedingen toegekend aan de leden van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1991 betreffende het middagtoezicht in het gewoon en buitengewoon lager en kleuteronderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 september 1991 tot uitvoering van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1991 tot regeling van de organisatie en de werking van de examencommissie voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 juli 1992 tot regeling van de samenstelling en de werking van de Raad voor Wetenschap en Ethiek inzake AIDS-preventie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 september 1992 tot vaststelling van de wijze van inschrijving voor de leergangen van het afstandonderwijs van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 november 1992 betreffende de organisatie en de werking van de instanties belast met het beheer van de gelden die de Europese Economische Gemeenschap ter beschikking stelt voor het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan, in het kader van het Europees Sociaal Fonds;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1992 houdende oprichting van de "Conseil supérieur de la Langue française de la Communauté française" (Hoge Raad voor de Franse Taal van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 januari 1993 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1993 betreffende de paritaire commissies in het niet-confessioneel vrij onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1993 betreffende de paritaire commissies in het confessioneel vrij onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 maart 1993 betreffende de raden van beroep in het niet-confessioneel vrij onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 maart 1993 betreffende de raden van beroep in het vrij confessioneel onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de Brusselse schoolgebouwen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Waals Brabant;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Henegouwen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Luik;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Namen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Luxemburg;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juni 1994 betreffende het collegegeld in het hoger onderwijs met volledig leerplan en in de koninklijke muziekconservatoria;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de openbare dienst voor lectuurvoorziening, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 1995 tot vaststelling van de samenstelling van het Medisch Adviescomité bevoegd inzake studietoelagen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1995 betreffende de voorwaarden voor de uitoefening van een winstgevende bezigheid door een personeelslid, ter beschikking gesteld om persoonlijke redenen vóór het rustpensioen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1995 tot vaststelling van voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en van de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 1995 betreffende de raden van beroep in het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 1995 betreffende de paritaire commissies in het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 november 1995 tot vaststelling van het inschrijvingsgeld in het kunstonderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1996 tot vaststelling van de dagelijkse forfaitaire tegemoetkomingsbedragen voor de berekening van de subsidies toegekend aan de organisatoren van sportkampen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de culturele centra;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1996 ter uitvoering van artikel 6 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1996 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap om de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en industrieel ingenieur toe te kennen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1997 tot vaststelling van de ethische gedragsregels inzake hulpverlening aan de jeugd en tot instelling van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor de hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1998;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 september 1997 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor het organiseren van programma's voor de sportontwikkeling;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 oktober 1997 houdende organisatie van sommige organen van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap), zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1998;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1997 tot vaststelling van de vergoedingen toegekend aan de leden van het Comité voor programmatie en pedagogische begeleiding van de privé-instellingen voor opleiding en vervolmaking van het personeel van de erkende diensten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 1997 tot regeling van de samenstelling en de werking van de "Conseil consultatif de prévention du Sida" (Adviesraad voor Aids-preventie in de Franse Gemeenschap);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 december 1997 betreffende de beroepsverenigingen van bibliothecarissen en bibliotheken;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1998 tot vaststelling van de limieten van de uitgaven bestemd voor individuele hulpverlening in verband met de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 juli 1998 betreffende de overeenkomst inzake inschakeling in het maatschappelijk en beroepsleven van de centra voor alternatieve opleiding en onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 tot instelling van een centrale paritaire commissie voor het niet-confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 tot instelling van een centrale paritaire commissie voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 tot instelling van een raad van beroep voor het niet-confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 tot instelling van een raad van beroep voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 tot instelling van een raad van beroep voor het gesubsidieerd officieel niet-universitair hoger onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 tot instelling van de centrale paritaire commissie en de plaatselijke paritaire commissies voor het gesubsidieerd officieel niet-universitair hoger onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 december 1998 betreffende de criteria en de nadere regels voor het bepalen van de bijdragen bedoeld bij artikel 55 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor dringende opvang;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 tot bepaling van het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor de kosten voor tenlasteneming van jongeren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 1999 genomen bij toepassing van het decreet van 17 mei 1999 houdende oprichting van de "Conseil supérieur de l'Éducation permanente" (Hoge Raad voor Permanente Opvoeding van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juli 1999 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 oktober 2000 tot regeling van de toekenning van subsidies aan de erkende sportfederaties of de erkende sportverenigingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 september 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 25 september 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 oktober 2001 over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens drie dagen te geven is;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 16 oktober 2001 bij toepassing van het artikel 84, 1^e lid, 2^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Regering van de Franse Gemeenschap bij decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 8 februari 1999 ertoe gemachtigd wordt alle technische aanpassingen uit te voeren tot omzetting in euro van bedragen in belgische frank uitgedrukt in de wetgeving en in de regelingen toegepast binnen de Franse Gemeenschap, die om praktische of geschikte redenen niet enkel wiskundig mogen worden omgezet

Overwegende dat de verschillende sectoren waarop die bepalingen van toepassing zijn, inzake onderwijs, cultuur, gezondheid, sport, hulpverlening aan de jeugd en kindermwz, dringend op de hoogte dienen te worden gebracht, en dat die bepalingen dan ook vóór 1 januari 2002 dienen te worden vastgesteld en bekendgemaakt;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen principe van de omzetting in euro*

Artikel 1. Uitgezonderd de bedragen waarvoor de Regering van de Franse Gemeenschap de omzetting in euro vastlegt, worden de bedragen uitgedrukt in frank ingeschreven in de wetten, decreten en besluiten in kracht binnen de Franse Gemeenschap, strikt wiskundig omgezet in euro.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van wets- of decreetsbepalingen die afwijken van het algemeen principe van de omzetting in euro*

Afdeling 1. — Aanpassing van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 2. In de bepalingen van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 4 februari 1997, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------------------|---------------|----------------|
| ART. 5. | | |
| § 2, 3 ^o | 1 100 000 000 | 27.270.000 EUR |
| ART. 7. | | |
| § 2, 3 ^o | 485 000 000 | 12.022.000 EUR |
| ART. 9. | | |
| § 7. | 1 000 000 000 | 24.790.000 EUR |
| | 320 000 000 | 7.932.000 EUR |

Afdeling 2. — Aanpassing van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap

Art. 3. In de bepalingen van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|--------------|-----------|------------|
| ART. 49. | | |
| 1ste lid, 1° | 500 000 | 12.395 EUR |
| 1ste lid, 2° | 350 000 | 8.676 EUR |
| 1ste lid, 3° | 200 000 | 4.958 EUR |
| ART. 61. | | |
| 1ste lid, 1° | 1 000 000 | 24.790 EUR |
| 1ste lid, 2° | 1 000 000 | 24.790 EUR |
| ART. 72. | | |
| 1° | 500 000 | 12.395 EUR |
| 2° | 200 000 | 4.958 EUR |

Afdeling 3. — Aanpassing van decreetsbepalingen inzake cultuur

Art. 4. In de bepalingen van het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------------|------------|---------------|
| ART. 6. | | |
| § 2 | 150 000 | 3.720 EUR |
| | 25 000 | 620 EUR |
| ART. 7. | | |
| § 1 | 5 000 | 125 EUR |
| ART. 12. | | |
| 2de lid | 50 000 000 | 1.240.000 EUR |
| ART. 16. | | |
| § 3, 4de punt | 100 | 2,50 EUR |

Art. 5. In de bepalingen van het decreet van 20 juni 1980 dat de erkenningsvoorwaarden voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaalt, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|--------------|-------------------------|----------------------------|
| ART. 6. | | |
| § 1° | 175 000 | 4.340 EUR |
| § 1 | 260 000 | 6.445 EUR |
| § 4 | 10 000 | 250 EUR |
| ART. 8. | | |
| § 1 | 600 000 | 14.900 EUR |
| § 1 | 600 001 tot 1 200 000 | 14.901 EUR tot 29.800 EUR |
| § 1 | 1 200 001 tot 2 500 000 | 29.801 EUR tot 62.000 EUR |
| § 1 | 2 500 001 tot 8 000 000 | 62.001 EUR tot 198.000 EUR |
| § 1, 2de lid | 600 000 | 14.900 EUR |
| § 2 | 40 000 | 1.000 EUR |
| § 2 | 50 000 | 1.250 EUR |

Art. 6. In de bepalingen van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van jongereninformatiecentra en van hun federaties, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|-----------------|---------------|
| ART. 44. | | |
| 1° a) | 800 000 | 19.832 EUR |
| 1° b) | 225 000 | 5.580 EUR |
| 1° b) | 75 000 | 1.860 EUR |
| 1° c) | 200 000 | 4.960 EUR |
| 1° d) | 700 000 | 17.360 EUR |
| 1° d) | 600 000 | 14.880 EUR |
| 1° d) | 400 000 | 9.920 EUR |
| ART. 46. | | |
| | 200 000 | 4.960 EUR |
| | 75 000 | 1.860 EUR |
| ART. 47. | | |
| | 200 000 | 4.960 EUR |
| ART. 53. | | |
| | 1 000 tot 2 000 | 25 tot 50 EUR |
| ART. 64. | | |
| 1° a) | 600 000 | 14.880 EUR |
| 1° b) | 500 000 | 12.400 EUR |
| 1°) | 300 000 | 7.440 EUR |
| 2° a) | 625 000 | 15.500 EUR |
| 2° b) | 525 000 | 13.020 EUR |
| 2° c) | 325 000 | 8.060 EUR |
| 3° a) | 650 000 | 16.120 EUR |
| 3° b) | 550 000 | 13.640 EUR |
| 3° c) | 350 000 | 8.680 EUR |
| 4° a) | 675 000 | 16.740 EUR |
| 4° b) | 575 000 | 14.260 EUR |
| 4° c) | 375 000 | 9.300 EUR |

Art. 7. In de bepalingen van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de integratie van kunstwerken in de openbare gebouwen, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-------------|---------------|
| ART. 3. | | |
| | 10 000 000 | 250.000 EUR |
| | 50 000 000 | 1.250.000 EUR |
| | 100 000 000 | 2.500.000 EUR |
| ART. 4. | | |
| | 10 000 000 | 250.000 EUR |
| | 50 000 000 | 1.250.000 EUR |
| | 100 000 000 | 2.500.000 EUR |

Afdeling 4. — Aanpassing van decreetsbepalingen inzake de audiovisuele sector

Art. 8. In artikel 41*quinquies*, 1° lid, 5°, van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, gewijzigd bij de decreten van 19 juli 1991 en 25 juli 1996, worden de woorden « een geldboete van 100 000 frank tot 1 000 000 frank » vervangen door de woorden « een geldboete van 2.480 euro tot 25.000 euro ».

Art. 9. In de bepalingen van het decreet van 24 juli 1997 betreffende de "Conseil supérieur de l'audiovisuel" (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|--------------|------------|---------------|
| ART. 22, 5°. | | |
| | 10 000 | 250 EUR |
| | 50 000 000 | 1.240.000 EUR |

Afdeling 5. — Aanpassing van wetsbepalingen inzake universitair onderwijs

Art. 10. In artikel 2, 5e lid, van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekening van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 oktober 1998 tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, worden de woorden « dit bedrag wordt afgerond op het lagere honderdtal » vervangen door « dit bedrag wordt afgerond op 2 euro lager ».

Art. 11. In artikel 39, § 4, 3de lid van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, worden de woorden « Deze bedragen worden afgerond op het lagere vijftigtal » vervangen door de woorden « Deze bedragen worden afgerond op één euro lager ».

Art. 12. In de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen, van Gent en Luik, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen, wat betreft het universitair ziekenhuis van Luik, door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|------------|---------------|
| ART. 6. | | |
| 10° | 50 000 000 | 1.240.000 EUR |
| | 25 000 000 | 620.000 EUR |
| | 12 000 000 | 300.000 EUR |
| 11°, § 3 | 1 000 000 | 25.000 EUR |

Afdeling 6. — Aanpassing van wets- of decreetsbepalingen inzake onderwijs voor sociale promotie, kunstonderwijs met beperkt leerplan en afstandsondewijs

Art. 13. In de bepalingen van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|--------------|-----------------|--------------------|
| ART. 12. | | |
| § 2, 1° | 5 000 | 124 EUR |
| | 6 500 | 161 EUR |
| 2° | 7 500 | 186 EUR |
| | 9 750 | 242 EUR |
| 3° | 10 000 | 248 EUR |
| | 15 000 | 372 EUR |
| 4° | 2 000 | 50 EUR |
| 4°, 2de lid | 1 000 | 25 EUR |
| | 1 500 | 37 EUR |
| § 3, lit. a) | 12 | 0,30 EUR |
| | 5 | 0,12 EUR |
| minimum | 1 500 | 37 EUR |
| maximum | 5 000 | 124 EUR |
| Lit. b) | 15 | 0,37 EUR |
| | 8 | 0,20 EUR |
| minimum | 2 000 | 50 EUR |
| maximum | 6 000 | 149 EUR |
| Lit. c) | 12 | 0,30 EUR |
| | 1 500 | 37 EUR |
| | 3 000 | 74 EUR |
| ART. 45. | | |
| § 15, 1e lid | 100 tot 100 000 | 2,50 tot 2.500 EUR |
| | 200 000 | 5.000 EUR |
| § 17 | 100 tot 100 000 | 2,50 tot 2.500 EUR |

Art. 14. In de bepalingen van de wet van 10 april 1995 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs voor sociale promotie, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 3. | | |
|---------|-------|----------|
| Lit. a) | 12 | 0,30 EUR |
| | 5 | 0,12 EUR |
| minimum | 1 500 | 37 EUR |
| maximum | 5 000 | 124 EUR |
| Lit. b) | 15 | 0,37 EUR |
| | 8 | 0,20 EUR |
| minimum | 2 000 | 50 EUR |
| maximum | 6 000 | 149 EUR |
| Lit. c) | 12 | 0,30 EUR |
| | 1 500 | 37 EUR |
| | 3 000 | 74 EUR |

Afdeling 7. — Aanpassing van de wetsbepalingen inzake het onderwijspersoneel

Art. 15. In de bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 101. | | |
|-----------|-----------------|--------------------|
| | 100 tot 100 000 | 2,50 tot 2.500 EUR |
| | 200 000 | 5.000 EUR |
| ART. 103. | | |
| | 100 tot 100 000 | 2,50 tot 2.500 EUR |

Art. 16. In de bepalingen van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 97. | | |
|----------|-----------------|--------------------|
| § 4 | 100 tot 100 000 | 2,50 tot 2.500 EUR |
| | 200 000 | 5.000 EUR |
| § 6 | 100 tot 100 000 | 2,50 tot 2.500 EUR |

Art. 17. In de bepalingen van het decreet van 24 juli 1997 betreffende de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 259. | | |
|-----------|-----------------|--------------------|
| § 4 | 100 tot 100 000 | 2,50 tot 2.500 EUR |
| | 200 000 | 5.000 EUR |
| § 6 | 100 tot 100 000 | 2,50 tot 2.500 EUR |

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van verordeningsbepalingen die afwijken van het algemeen principe van de omzetting in euro**Afdeling 1. — Aanpassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juli 1999 houdende regeling van haar werking*

Art. 18. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juli 1999 houdende regeling van haar werking, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 6. | | |
|---------------|-------------|---------------|
| 4° | 10 000 000 | 250.000 EUR |
| 5° | 30 000 000 | 750.000 EUR |
| 6° | 30 000 000 | 750.000 EUR |
| 10° c) Werken | 300 000 000 | 7.500.000 EUR |
| | 65 000 000 | 1.625.000 EUR |
| | 20 000 000 | 500.000 EUR |
| Leveringen | 200 000 000 | 5.000.000 EUR |
| | 20 000 000 | 500.000 EUR |
| | 12 000 000 | 300.000 EUR |
| Diensten | 60 000 000 | 1.500.000 EUR |
| | 10 000 000 | 250.000 EUR |
| | 5 000 000 | 125.000 EUR |

Afdeling 2. — Aanpassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole

Art. 19. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 5. | | |
|----------|------------|-------------|
| 4° | 300 000 | 7.500 EUR |
| 5° | 10 000 000 | 250.000 EUR |
| 6° | 30 000 000 | 750.000 EUR |
| 7° | 30 000 000 | 750.000 EUR |
| ART. 15. | | |
| 3° | 1 250 000 | 31.000 EUR |
| 4° b) | 125 000 | 3.100 EUR |

Afdeling 3. — Aanpassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur

Art. 20. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 3. | | |
|---------|-------|----------|
| | 10 | 0,25 EUR |
| ART. 17 | | |
| § 1 | 1 200 | 30 EUR |
| | 1 000 | 25 EUR |

Afdeling 4. — Aanpassing van verordeningsbepalingen betreffende de Infrastructuren

Art. 21. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 januari 1993 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|---------------------|---------------------------|
| ART. 27. | | |
| § 1 | 23 000 tot 27 500 | 600 EUR tot 700 EUR |
| § 2 a) | 21 000 tot 25 000 | 550 EUR tot 650 EUR |
| § 2 c) | 414 000 tot 495 000 | 10.300 EUR tot 12.300 EUR |
| | 736 000 tot 880 000 | 18.250 EUR tot 21.850 EUR |
| ART. 30. | | |
| § 3 | 14 000 | 350 EUR |

Art. 22. In artikel 17, 2°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Brussel, wordt het bedrag van 200 000 frank vervangen door het bedrag van 5.000 euro.

Art. 23. In artikel 17, 2°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Waals-Brabant, wordt het bedrag van 200 000 frank vervangen door het bedrag van 5.000 euro.

Art. 24. In artikel 17, 2°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Henegouwen, wordt het bedrag van 200 000 frank vervangen door het bedrag van 5.000 euro.

Art. 25. In artikel 17, 2°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Luik, wordt het bedrag van 200 000 frank vervangen door het bedrag van 5.000 euro.

Art. 26. In artikel 17, 2°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Namen, wordt het bedrag van 200 000 frank vervangen door het bedrag van 5.000 euro.

Art. 27. In artikel 17, 2°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Luxemburg, wordt het bedrag van 200 000 frank vervangen door het bedrag van 5.000 euro.

Art. 28. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1996 ter uitvoering van artikel 6 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-----------|-------------|
| ART. 6. | | |
| § 2 | 5 000 000 | 124.000 EUR |
| | 2 140 000 | 53.000 EUR |
| | 3 330 000 | 82.550 EUR |

Afdeling 5. — Aanpassing van verordeningsbepalingen inzake gezondheid

Art. 29. In de bepalingen van het koninklijk besluit van 13 maart 1974 betreffende de erkenning van de diensten voor opsporing van de aangeboren metabolische afwijkingen en de toekenning van subsidies aan die diensten, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-----|----------|
| ART. 5. | | |
| 1° | 32 | 0,80 EUR |
| 2° | 38 | 0,90 EUR |
| 3° | 160 | 4 EUR |

Art. 30. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 juli 1992 tot regeling van de samenstelling en de werking van de Raad voor Wetenschap en Ethiek inzake AIDS-preventie, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-----|-----------|
| ART. 7. | | |
| | 500 | 12,50 EUR |
| | 400 | 10 EUR |
| | 350 | 9 EUR |

Art. 31. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1998, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|-------------|-----------|------------|
| ART. 5. | | |
| § 1 | 500 | 12,50 EUR |
| | 400 | 10 EUR |
| | 350 | 9 EUR |
| ART. 11. | | |
| 1ste lid | 3 250 000 | 80.565 EUR |
| | 750 000 | 18.592 EUR |
| Laatste lid | 2 500 000 | 61.973 EUR |
| ART. 18. | | |
| § 1 | 500 000 | 12.400 EUR |

Art. 32. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 1997 tot regeling van de samenstelling en de werking van de "Conseil consultatif de prévention du Sida" (Adviesraad voor Aids-preventie in de Franse Gemeenschap), worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-----|-----------|
| ART. 5. | | |
| § 1 | 500 | 12,50 EUR |
| | 400 | 10 EUR |
| | 350 | 9 EUR |

Afdeling 6. — Aanpassing van verordeningsbepalingen inzake sport

Art. 33. In artikel 12, d), van het decreet van het koninklijk besluit van 3 maart 1964 betreffende de vergunningen tot het inrichten van wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen, wordt het bedrag van 10 000 frank vervangen door het bedrag van 250 euro.

Art. 34. In de bepalingen van het koninklijk besluit van 23 juli 1976 tot vaststelling van het bedrag van de toelage aan de jeugdorganisaties en de organisaties voor volwassenen met het oog op de opleiding van de kaders op het gebied van lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-----|----------|
| ART. 1. | | |
| | 300 | 7,50 EUR |
| ART. 2. | | |
| | 300 | 7,50 EUR |
| | 110 | 3 EUR |

Art. 35. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 januari 1990 tot bepaling van de voorwaarden inzake terugbetaling van de reiskosten van de leden van de Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-----|-----------|
| ART. 1. | | |
| | 700 | 17,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 36. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1996 tot vaststelling van de dagelijkse forfaitaire tegemoetkomingsbedragen voor de berekening van de subsidies toegekend aan de organisatoren van sportkampen, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-----|-----------|
| ART. 1. | | |
| 1° a) | 750 | 19 EUR |
| 1° b) | 600 | 15 EUR |
| 1° c) | 525 | 13 EUR |
| 1° d) | 450 | 11,50 EUR |
| 2° | 750 | 19 EUR |
| 3° | 30 | 0,75 EUR |

Art. 37. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 september 1997 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor het organiseren van programma's voor de sportontwikkeling, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-------|-----------|
| ART. 7. | | |
| | 7 500 | 186 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |
| | 300 | 7,50 EUR |
| ART. 9. | | |
| | 500 | 12,50 EUR |
| | 5 000 | 125 EUR |

Art. 38. In artikel 41 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 oktober 2000 tot regeling van de toekenning van subsidies aan de erkende sportfederaties of de erkende sportverenigingen, wordt het bedrag van 15 000 frank vervangen door het bedrag van 375 euro.

Afdeling 7. — Aanpassing van verordeningsbepalingen inzake hulpverlening aan de jeugd

Art. 39. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1991 betreffende de vergoedingen toegekend aan de leden van de Arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-----|-----------|
| ART. 1. | | |
| | 700 | 17,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 40. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1991 betreffende de vergoedingen toegekend aan de leden van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-----|-----------|
| ART. 1. | | |
| | 700 | 17,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 41. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1997 tot vaststelling van de ethische gedragsregels inzake hulpverlening aan de jeugd en tot instelling van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor de hulpverlening aan de jeugd, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|-----|-----------|
| ART. 13. | | |
| | 700 | 17,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 42. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1997 tot vaststelling van de vergoedingen toegekend aan de leden van het Comité voor programmatie en pedagogische begeleiding van de privé-instellingen voor opleiding en vervolmaking van het personeel van de erkende diensten, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-----|-----------|
| ART. 2. | | |
| | 700 | 17,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 43. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1998 tot vaststelling van de limieten van de uitgaven bestemd voor individuele hulpverlening in verband met de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-------|-----------|
| ART. 1. | | |
| 3° | 800 | 20 EUR |
| 4° | 400 | 10 EUR |
| 7° | 9 000 | 223 EUR |
| ART. 4. | | |
| § 2 | 900 | 22,30 EUR |

Art. 44. In artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 december 1998 betreffende de criteria en de nadere regels voor het bepalen van de bijdragen bedoeld bij artikel 55 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden de bedragen van 1 000 frank en 0 frank vervangen door respectievelijk de bedragen van 24,80 euro en 0 euro.

Art. 45. In artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra, wordt het bedrag van 181 frank vervangen door het bedrag van 4,50 euro.

Art. 46. In artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor dringende opvang, wordt het bedrag van 22 frank vervangen door het bedrag van 0,60 euro.

Art. 47. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|-----|-----------|
| ART. 15. | | |
| | 700 | 17,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 48. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 tot bepaling van het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor de kosten voor tenlasteneming van jongeren, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|--------|----------|
| ART. 3. | | |
| § 3, 1° | 140 | 3,50 EUR |
| ART. 5. | | |
| § 1 | 20.000 | 500 EUR |
| BIJLAGE | | |
| 1.2 | 6 | 0,15 EUR |
| | 12 | 0,30 EUR |
| | 24 | 0,60 EUR |
| | 36 | 0,90 EUR |
| | 47 | 1,17 EUR |

Afdeling 8. — Aanpassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de culturele centra

Art. 49. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de culturele centra, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|------------|-------------|
| ART. 6. | | |
| 3de lid | 1 000 000 | 24.800 EUR |
| | 2 000 000 | 49.600 EUR |
| | 3 000 000 | 74.400 EUR |
| | 4 000 000 | 99.200 EUR |
| 4de lid | 5 000 000 | 124.000 EUR |
| | 10 000 000 | 248.000 EUR |
| | 17 000 000 | 421.600 EUR |
| ART. 12. | | |
| | 300 000 | 7.440 EUR |
| | 500 000 | 12.400 EUR |

Afdeling 9. — Aanpassing van de verordeningsbepalingen inzake podiumkunsten

Art. 50. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1988 tot instelling van een Adviescommissie voor de Danskunst, zoals aangepast bij ministeriële richtlijn van 20 december 1994, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|--------|-----------|
| ART. 8. | | |
| | 15 000 | 375 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 51. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 januari 1990 houdende maatregelen tot steunverlening aan projecten in verband met creatie en verspreiding inzake toneelkunst, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 mei 1997, en aangepast bij de ministeriële richtlijn van 20 december 1994, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|--------|-----------|
| ART. 7. | | |
| | 25 000 | 625 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 52. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 maart 1990 houdende instelling van een Commissie van advies voor muziekcompositie, zoals aangepast bij de ministeriële richtlijn van 20 december 1994, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|--------|-----------|
| ART. 8. | | |
| | 10 000 | 250 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 53. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1990 tot instelling van een Commissie van advies voor de niet-klassieke muziekgenres, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|--------|-----------|
| ART. 8. | | |
| | 10 000 | 250 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Afdeling 10. — Aanpassing van de verordeningsbepalingen inzake boeken, de Franse taal, de endogene gewestelijke talen en de letteren

Art. 54. In de bepalingen van het koninklijk besluit van 26 april 1966 tot instelling van een jaarlijkse vertaalprijs, zoals gewijzigd, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|---------|------------|
| ART. 1. | | |
| | 200 000 | 5.000 EUR |
| ART. 2. | | |
| | 600 000 | 15.000 EUR |
| | 400 000 | 10.000 EUR |
| | 300 000 | 7.500 EUR |

Art. 55. In de bepalingen van het koninklijk besluit van 12 februari 1980 houdende vaststelling van het bedrag der verschillende literaire prijzen ingesteld bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|---------|------------|
| ART. 1. | | |
| | 600 000 | 15.000 EUR |
| | 400 000 | 10.000 EUR |
| | 300 000 | 7.500 EUR |
| ART. 3. | | |
| | 200.000 | 5.000 EUR |

Art. 56. In artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1985 tot instelling van een Commissie voor de Letteren van de Franse Gemeenschap, wordt het bedrag van 15 000 frank vervangen door het bedrag van 375 euro.

Art. 57. In artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 maart 1990 tot oprichting van de Raad voor het Boek van de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel, wordt het bedrag van 1 000 frank vervangen door het bedrag van 25 euro.

Art. 58. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 maart 1991 tot instelling van een Raad voor de Endogene Gewestelijke Talen van de Franse Gemeenschap van België, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|-----|-----------|
| ART. 11. | | |
| | 500 | 12,50 EUR |
| | 700 | 17,50 EUR |

Art. 59. In artikel 10 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1992 houdende oprichting van de "Conseil supérieur de la Langue française de la Communauté française" (Hoge Raad voor de Franse Taal van de Franse Gemeenschap).

Art. 60. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de openbare dienst voor lectuurvoorziening, zoals gewijzigd, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|---------|--------------|
| ART. 42. | | |
| | 655 000 | 16.237 EUR |
| | 50 000 | 1.239,50 EUR |
| | 750 000 | 18.592 EUR |
| ART. 55. | | |
| | 100 000 | 2.480 EUR |
| ART. 56. | | |
| | 300 | 7,50 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |
| | 20 | 0,50 EUR |
| ART. 69. | | |
| | 500 | 12,50 EUR |
| ART. 72. | | |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 61. In artikel 5, §§ 3 en 4, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 december 1997 betreffende de beroepsverenigingen van bibliothecarissen en bibliotheken, worden de bedragen van 100 000 frank vervangen door de bedragen van 2.500 euro.

Afdeling 11. — Aanpassing van de verordeningsbepalingen inzake jeugd en permanente opvoeding

Art. 62. § 1. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1995 tot vaststelling van voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en van de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|---------|------------|
| ART. 15. | | |
| Punt 6 | 600 000 | 14.875 EUR |
| | 400 000 | 9.915 EUR |
| ART. 20. | | |
| | 100 000 | 2.480 EUR |
| | 50 000 | 1.240 EUR |
| ART. 30. | | |
| | 1 000 | 25 EUR |
| ART. 31. | | |
| | 20 000 | 495 EUR |
| ART. 32. | | |
| | 250 000 | 6.200 EUR |
| | 150 000 | 3.720 EUR |
| | 100 000 | 2.480 EUR |

§ 2. In de artikelen 16 en 26 van ditzelfde besluit, worden de woorden « De waarde in frank van het punt... » vervangen door de woorden « De waarde in euro van het punt... ».

§ 3. In artikel 42 van ditzelfde besluit, worden de woorden « Die aanpassing wordt toegepast wanneer zij ten minste het hogere duizendtal frank bereikt » vervangen door « Die aanpassing wordt toegepast aan de bedragen die ten minste 25 euro hoger liggen dan het niet geïndexeerd bedrag » en de woorden « De bedragen worden op het duizendtal frank afgerond » vervangen door « De bedragen worden op de hoger liggende euro afgerond ».

Art. 63. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 1999 genomen bij toepassing van het decreet van 17 mei 1999 houdende oprichting van de "Conseil supérieur de l'Education permanente" (Hoge Raad voor Permanente Opvoeding van de Franse Gemeenschap), worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-------|--------|
| ART. 2. | | |
| | 1 000 | 25 EUR |
| | 2 000 | 50 EUR |

Afdeling 12. — Aanpassing van verordeningsbepalingen inzake het cultureel patrimonium en de beeldende kunsten

Art. 64. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 april 1958 tot reglementering van de toekenning van toelagen aan de musea welke niet van de Staat afhangen, wordt het bedrag van 300 000 frank vervangen door het bedrag van 7.500 euro.

Art. 65. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1988 tot oprichting van een Commissie van advies voor de beeldende kunsten van de Franse Gemeenschap, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|--------|-----------|
| ART. 6. | | |
| | 50 000 | 1.240 EUR |
| | 25 000 | 620 EUR |

Afdeling 13. — Aanpassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 oktober 1997 houdende organisatie van sommige organen van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap), zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1998

Art. 66. In artikel 7, § 1, 1ste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 oktober 1997 houdende organisatie van sommige organen van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap), zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1998, wordt het bedrag van 1 000 frank vervangen door het bedrag van 25 euro.

Afdeling 14. — Aanpassing van verordeningsbepalingen inzake verplicht onderwijs en onderwijs in het algemeen

Art. 67. In de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 mei 1958 houdende instelling van een bijzondere examencommissie belast met het uitreiken van het bekwaamheidsgetuigschrift voor het ambt van bijzondere leermeester in de lichamelijke opvoeding aan de lagere scholen, zoals gewijzigd, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-----|----------|
| ART. 5. | | |
| | 300 | 7,50 EUR |
| | 150 | 3,75 EUR |

Art. 68. In artikel 8 van het koninklijk besluit van 28 mei 1970 betreffende het examen over de voldoende kennis van de onderwijstaal (Frans taalgebied), vereist bij artikel 15, tweede lid, van de wet van 30 juli 1963, wordt het bedrag van 200 frank vervangen door het bedrag van 5 euro.

Art. 69. In artikel 9 van het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens, wordt het bedrag van 200 frank vervangen door het bedrag van 5 euro.

Art. 70. In de bepalingen van het ministerieel besluit van 18 maart 1974 tot vaststelling van het bedrag van de honoraria van de artsen verbonden aan de psycho-medisch-sociale Rijkscentra, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-------|----------|
| ART. 1. | | |
| a) | 62,50 | 1,55 EUR |
| b) | 87,50 | 2,17 EUR |
| c) | 12,50 | 0,31 EUR |
| ART. 3. | | |
| | 525 | 13 EUR |

Art. 71. In artikel 9 van het koninklijk besluit van 1 oktober 1976 tot instelling van een Hoge Raad voor de psycho-medisch-sociale begeleiding en de school- en beroepsoriëntatie, wordt het bedrag van 400 frank vervangen door het bedrag van 10 euro.

Art. 72. In de bepalingen van het ministerieel besluit van 12 juli 1977 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 12 februari 1976 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de voorwerpen die worden voortgebracht of de diensten die worden gepresteerd door een onderwijsinstelling, kunnen worden vervreemd of verhuurd, zoals gewijzigd, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|-----|----------|
| ART. 3 | | |
| | 300 | 7,50 EUR |
| ART. 5. | | |
| 1ste lid | 200 | 5 EUR |
| 3de lid | 80 | 2 EUR |
| 4de lid | 120 | 3 EUR |

Art. 73. In artikel 9 van het koninklijk besluit van 2 april 1979 houdende oprichting van een Commissie voor de gelijkstelling van de onderwijskansen van jongens en meisjes, wordt het bedrag van 400 frank vervangen door het bedrag van 10 euro.

Art. 74. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 juni 1989 houdende inrichting van de examencommissie van de Franse Gemeenschap van het secundair onderwijs, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|-------|----------|
| ART. 8. | | |
| | 2 000 | 50 EUR |
| | 1 000 | 25 EUR |
| ART. 10. | | |
| § 1 | 225 | 5,60 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 165 | 4 EUR |
| § 2 | 180 | 4,50 EUR |
| | 145 | 3,50 EUR |
| | 120 | 3 EUR |
| | 45 | 1,15 EUR |
| | 40 | 1 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |

Art. 75. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1989 tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor homologatie van de getuigschriften van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|-------|----------|
| ART. 10. | | |
| | 2 000 | 50 EUR |
| ART. 21. | | |
| § 1 | 225 | 5,60 EUR |

Art. 76. In artikel 36 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (tweede afdeling : algemeen hoger secundair onderwijs), wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 77. In artikel 36 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (derde afdeling : hoger secundair technisch, kunst- en beroepsonderwijs), wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 78. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 september 1991 tot uitvoering van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|--------|-----------|
| ART. 2. | | |
| 1° | 35 000 | 868 EUR |
| 2° | 40 000 | 992 EUR |
| 3° a) | 40 000 | 992 EUR |
| 3° b) | 60 000 | 1.487 EUR |
| | 80 000 | 1.984 EUR |
| 4° a) | 1 200 | 30 EUR |
| | 9 600 | 238 EUR |
| 4° b) | 4 800 | 119 EUR |
| | 9 600 | 238 EUR |
| 5° | 15 000 | 372 EUR |

Art. 79. In artikel 21 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 november 1992 betreffende de organisatie en de werking van de instanties belast met het beheer van de gelden die de Europese Economische Gemeenschap ter beschikking stelt voor het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan, in het kader van het Europees Sociaal Fonds, wordt het bedrag van 1 250 000 frank vervangen door het bedrag van 31.000 euro.

Art. 80. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|-------|--------|
| ART. 14. | | |
| § 3 | 2 000 | 50 EUR |
| ART. 18. | | |
| § 2 | 2 000 | 50 EUR |

Art. 81. In artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 juli 1998 betreffende de overeenkomst inzake inschakeling in het maatschappelijk en beroepsleven van de centra voor alternerende opleiding en onderwijs, wordt het woord « BEF » vervangen door het woord « EUR ».

Afdeling 15. — Aanpassing van verordeningsbepalingen inzake universitair onderwijs

Art. 82. In artikel 17 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en van industrieel ingenieur, wordt het bedrag van 4 000 frank vervangen door het bedrag van 99 euro.

Art. 83. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1991 tot regeling van de organisatie en de werking van de examencommissie voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|-------|---------|
| ART. 18. | | |
| | 5 000 | 124 EUR |
| | 3 000 | 74 EUR |

Afdeling 16. — Aanpassing van verordeningsbepalingen inzake niet-universitair hoger onderwijs

Art. 84. In de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 juni 1952 tot vaststelling van de huurprijs voor de instrumenten die eigendom zijn van de Koninklijke Muziekconservatoria, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 8 mei 1970, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|---------|-------|-----------|
| ART. 1. | | |
| | 1 500 | 37,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |
| | 300 | 7,50 EUR |
| | 1 000 | 25 EUR |

Art. 85. In artikel 11bis, § 1, van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 86. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1960 betreffende de inrichting van de centrale examencommissie voor het lager normaalonderwijs, wordt het bedrag van 3 000 frank vervangen door het bedrag van 7,50 euro.

Art. 87. In artikel 5 van het koninklijk besluit van 19 januari 1961 betreffende bepaalde toekenningsvoorwaarden en de vorm der door de Koninklijke Muziekconservatoria uitgereikte attesten, getuigschriften en diploma's, alsook betreffende het virtuositeitsdiploma, wordt het bedrag van 100 frank vervangen door het bedrag van 2,50 euro.

Art. 88. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 februari 1961 betreffende de inrichting van de centrale examencommissie voor het normaalonderwijs voor bewaarschoolonderwijzeressen, wordt het bedrag van 300 frank vervangen door het bedrag van 7,50 euro.

Art. 89. In de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 maart 1970 houdende vaststelling van de huurprijzen voor de concertzalen van het Koninklijk Muziekconservatorium te Luik en van de vergoedingen van het personeel nodig voor het benutten van deze zalen, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 1. | | |
|---------|-------|------------|
| A | 7 000 | 174 EUR |
| | 5 500 | 136,50 EUR |
| | 2 500 | 62 EUR |
| | 750 | 18,60 EUR |
| | 500 | 12,40 EUR |
| | 250 | 6,20 EUR |
| B | 2 000 | 50 EUR |
| ART. 8. | | |
| | 160 | 4 EUR |
| | 120 | 3 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 60 | 1,50 EUR |
| | 220 | 5,50 EUR |

Art. 90. In artikel 8 van het koninklijk besluit van 22 april 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens voor de leraars artistieke vakken in het kunstonderwijs, wordt het bedrag van 200 frank vervangen door het bedrag van 5 euro.

Art. 91. In de bepalingen van het koninklijk besluit van 3 juni 1970 betreffende de organisatie van de centrale examencommissie voor het middelbaar normaalonderwijs, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 1. | | |
|---------|-----|-----------|
| | 100 | 2,50 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 92. In de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van de huurprijzen van de concertzalen van het Koninklijk Muziekconservatorium te Brussel en van de toelagen aan het personeel vereist voor het gebruik van deze zalen, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 1. | | |
|---------|-------|------------|
| A | 7 000 | 174 EUR |
| | 5 500 | 136,50 EUR |
| | 2 500 | 62 EUR |
| | 750 | 18,60 EUR |
| | 500 | 12,40 EUR |
| | 250 | 6,20 EUR |
| B | 2 000 | 50 EUR |

Art. 93. In de bepalingen van het koninklijk besluit van 4 september 1972 tot vaststelling, wat betreft het kunstonderwijs, van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 5bis. | | |
|------------|-------|-----------|
| | 1 000 | 25 EUR |
| | 1 500 | 37,50 EUR |
| | 3 000 | 75 EUR |

Art. 94. In artikel 4 van het ministerieel besluit van 2 september 1975 tot vaststelling van het programma van de taalexamens voor de leraars artistieke vakken in het kunstonderwijs, wordt het bedrag van 200 frank vervangen door het bedrag van 5 euro.

Art. 95. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 10 april 1980 tot vaststelling van het inschrijvingsrecht voor de examens in de Rijksinstellingen voor hoger onderwijs van het lange type, wordt het bedrag van 500 frank vervangen door het bedrag van 12,50 euro.

Art. 96. In artikel 6 van het koninklijk besluit van 23 april 1980 tot inrichting van het examen over de algemene vorming voor de toelating tot de inrichtingen voor hoger kunstonderwijs met volledig leerplan die onderwijs in de plastische kunsten organiseren van de eerste of van de tweede graad, wordt het bedrag van 250 frank vervangen door het bedrag van 6,20 euro.

Art. 97. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar muzikale opvoeding in de inrichtingen voor secundair onderwijs en in de inrichtingen voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|-------|----------|
| ART. 17. | | |
| | 3 000 | 75 EUR |
| ART. 31. | | |
| | 1 000 | 25 EUR |
| ART. 32. | | |
| | 225 | 6 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 165 | 4 EUR |
| | 40 | 1 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |

Art. 98. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger en gegradueerde verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|-------|----------|
| ART. 17. | | |
| | 3 000 | 75 EUR |
| ART. 30. | | |
| | 1 000 | 25 EUR |
| ART. 31. | | |
| | 225 | 6 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 165 | 4 EUR |
| | 45 | 1,15 EUR |
| | 40 | 1 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |

Art. 99. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar in de stenografie en dactylografie-tekstverwerking in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs van het korte type, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| | | |
|----------|-------|----------|
| ART. 16. | | |
| | 3 000 | 75 EUR |
| ART. 29. | | |
| | 1 000 | 25 EUR |
| ART. 30. | | |
| | 225 | 6 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 165 | 4 EUR |
| | 45 | 1,15 EUR |
| | 40 | 1 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |

Art. 100. In artikel 17 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect, wordt het bedrag van 4 000 frank vervangen door het bedrag van 99 euro.

Art. 101. In artikel 17 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur, wordt het bedrag van 4 000 frank vervangen door het bedrag van 99 euro.

Art. 102. In de bepalingen van het besluit van de Franse Gemeenschap van 27 juni 1994 betreffende het collegiegeld in het hoger onderwijs met volledig leerplan en in de koninklijke muziekconservatoria, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 1. | | |
|---------|--------|---------|
| | 5 000 | 124 EUR |
| | 6 500 | 161 EUR |
| | 7 500 | 186 EUR |
| | 9 750 | 242 EUR |
| | 10 000 | 248 EUR |
| | 13 000 | 322 EUR |
| | 2 000 | 50 EUR |

Art. 103. In artikel 30 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1996 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap om de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en industrieel ingenieur toe te kennen, wordt het bedrag van 250 frank vervangen door het bedrag van 6,20 euro.

Art. 104. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 29. | | |
|----------|-----|----------|
| | 250 | 6,20 EUR |
| ART. 30. | | |
| | 225 | 6 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 165 | 4 EUR |
| | 45 | 1,15 EUR |
| | 40 | 1 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |

Art. 105. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 30. | | |
|----------|-----|----------|
| | 250 | 6,20 EUR |
| ART. 31. | | |
| | 225 | 6 EUR |
| | 200 | 5 EUR |
| | 165 | 4 EUR |
| | 45 | 1,15 EUR |
| | 40 | 1 EUR |
| | 30 | 0,75 EUR |

Afdeling 17. — Aanpassing van verordeningsbepalingen inzake het onderwijs van sociale promotie, het kunstonderwijs met beperkt leerplan en het afstandsonderwijs

Art. 106. In de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 september 1992 tot vaststelling van de wijze van inschrijving voor de leergangen van het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 1. | | |
|---------|-------|-----------|
| | 1 000 | 25 EUR |
| | 500 | 12,50 EUR |

Art. 107. Het laatste lid van artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 november 1995 tot vaststelling van het inschrijvingsgeld in het kunstonderwijs met beperkt leerplan, zoals gewijzigd, wordt als volgt gewijzigd : « De aldus berekende nieuwe bedragen, worden op de hogere euro afgerond ».

Afdeling 18. — Aanpassing van verordeningsbepalingen betreffende het onderwijspersoneel

Art. 108. In de bepalingen van het ministerieel besluit van 1977 tot toepassing van artikel 16 van het besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurspersoneel en het onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, kunstonderwijs en normaalonderwijs, alsmede de internaten die van deze inrichtingen afhangen, zoals gewijzigd, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 4. | | |
|----------|-----|----------|
| | 100 | 2,50 EUR |
| | 50 | 1,25 EUR |
| ART. 20. | | |
| | 100 | 2,50 EUR |
| | 50 | 1,25 EUR |

Art. 109. In artikel 14 van het koninklijk besluit van 6 november 1978 betreffende het examen tot verkrijging van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnaal inspecteur in het lager onderwijs (Frans taalstelsel), wordt het bedrag van 1 000 frank vervangen door het bedrag van 25 euro.

Art. 110. In artikel 14 van het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende het examen tot verkrijging van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnale inspectrice in het kleuteronderwijs (Frans taalstelsel), gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juni 1998, wordt het bedrag van 1 000 frank vervangen door het bedrag van 25 euro.

Art. 111. In artikel 14 van het koninklijk besluit van 16 mei 1980 betreffende het examen tot verkrijging van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnaal inspecteur over de lessen in de niet-confessionele zedenleer (Frans taalstelsel) in de door de Staat gesubsidieerde lagere scholen, wordt het bedrag van 1 000 frank vervangen door het bedrag van 25 euro.

Art. 112. In artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1991 tot regeling van de werking van de raad van beroep van de Dienst voor de studietoelagen en de studieleningen, wordt het bedrag van 400 frank vervangen door het bedrag van 10 euro.

Art. 113. In artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1985 betreffende het middagtoezicht in het gewoon en buitengewoon lager en kleuteronderwijs, wordt het bedrag van 200 frank vervangen door het bedrag van 5 euro.

Art. 114. In artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1993 betreffende de paritaire commissies in het niet-confessioneel vrij onderwijs, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 115. In artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1993 betreffende de paritaire commissies in het confessioneel vrij onderwijs, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 116. In artikel 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 maart 1993 betreffende de raden van beroep in het niet-confessioneel vrij onderwijs, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 117. In artikel 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 maart 1993 betreffende de raden van beroep in het vrij confessioneel onderwijs, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 118. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 1995 tot vaststelling van de samenstelling van het Medisch Adviescomité bevoegd inzake studietoelagen, wordt het bedrag van 375 frank vervangen door het bedrag van 9,50 euro.

Art. 119. In de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1995 betreffende de voorwaarden voor de uitoefening van een winstgevende bezigheid door een personeelslid, ter beschikking gesteld om persoonlijke redenen vóór het rustpensioen, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel.

| ART. 1. | | |
|---------|---------|-----------|
| § 1, 1° | 276.586 | 6.857 EUR |
| § 1, 2° | 221.268 | 5.493 EUR |
| § 1, 4° | 276.586 | 6.857 EUR |
| § 2 | 221.268 | 5.493 EUR |

Art. 120. In artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 1995 betreffende de raden van beroep in het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 121. In artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 1995 betreffende de paritaire commissies in het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 122. In artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 tot instelling van een centrale paritaire commissie voor het niet-confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 123. In artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 instelling van een centrale paritaire commissie voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 124. In artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 tot instelling van een raad van beroep voor het niet-confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 125. In artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 tot instelling van een raad van beroep voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 126. In artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 tot instelling van een raad van beroep voor het gesubsidieerd officieel niet-universitair hoger onderwijs, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

Art. 127. In artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 tot instelling van de centrale paritaire commissie en de plaatselijke paritaire commissies voor het gesubsidieerd officieel niet-universitair hoger onderwijs, wordt het bedrag van 2 000 frank vervangen door het bedrag van 50 euro.

HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

Art. 128. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 129. De Ministers van de Regering zijn, ieder voor wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 november 2001.

Voor de Regering :

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL